

Legault appelle à la reprise du dialogue

Le chef de la CAQ s'engage à revoir le régime d'aide financière

JOCELYNE RICHER

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Un gouvernement dirigé par François Legault verrait tout le régime fiscal d'aide financière aux étudiants.

C'est la seule façon, selon lui, de dénouer l'impasse qui perdure entre le gouvernement et les étudiants qui ont déclenché la grève en raison d'une hausse de 1625 \$ des droits de scolarité en cinq ans.

En conférence de presse hier, M. Legault a expliqué comment il s'y prendrait pour diminuer la contribution parentale exigée de la classe moyenne (revenu de moins de 60 000 \$), dans le calcul de l'aide aux étudiants, et a dit avoir reçu un accueil favorable des porte-parole des deux principales associations étudiantes à sa proposition.

Ces associations, la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECO) ont toutefois par la suite réagi « froidement » aux propositions de M. Legault.

Selon le vœu de M. Legault, une fois terminées ses études, le diplômé aurait 10 ans pour remettre sa dette à l'État, à raison d'une ponction de cinq pour cent de son revenu. Après une décennie, s'il n'a pas liquidé sa dette étudiante, elle disparaîtrait.

Le programme de remboursement des prêts étudiants viserait l'autofinancement, selon la CAQ, qui abolirait du même coup le crédit d'impôt - 120 millions \$ - non remboursable pour frais de scolarité actuellement en vigueur.

Cette somme serait totalement utilisée pour diminuer la contribution parentale exigée des familles dont le revenu est inférieur à 60 000 \$. Celles qui gagnent davantage devraient quant à elles payer davantage que les autres, d'autant plus qu'elles n'auraient plus droit au crédit d'impôt.

« Cette proposition rejoint les objectifs des étudiants et ils m'ont dit clairement, les deux (associations étudiantes), qu'ils étaient prêts à considérer la proposition », a dit M. Legault, qui a rencontré Martine Desjardins, de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), et Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale (FECO).

Sur le fond, M. Legault a réaffirmé qu'il était toujours d'accord avec le gouvernement quant aux hausses de 1625 \$ en cinq ans imposées aux étudiants.

Mais il reste que « le véritable enjeu (de la grève), c'est l'accessibilité » à l'université, selon François Legault.

L'important, à court terme, c'est que le gouvernement Charest accepte de s'asseoir avec les étudiants pour dénouer l'impasse autour des hausses de droits de scolarité, selon celui qui dit craindre « l'impact économique important » de la grève.

« On a atteint une limite. On ne peut pas continuer à Montréal à voir des arrières importantes être bloquées », a-t-il commenté.

Réagissant par voie de communiqué en début de soirée, la FECO et la FEUQ ont affirmé que les mesures mises en



Le chef de la CAQ, François Legault, a présenté hier deux nouveaux candidats de son parti, dont Denise Trudel, conseillère municipale et ex-péquistes, dans Charlesbourg.

l'avant par la CAQ coûteraient plus cher que d'annuler la hausse des droits de scolarité.

Les deux associations ont aussi exprimé leur déception de voir que François Legault cautionne la hausse annoncée

par les libéraux.

Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, a fait valoir que le fardeau pèse encore « uniquement sur le dos des étudiants » et qu'« on oublie tout ce qui concerne la gestion

universitaire et d'autres manières de financement ».

En proposant un remboursement proportionnel au revenu et en cautionnant la hausse des droits de scolarité, M. Legault fera en sorte que des étudiants se retrouveront avec une dette croissante et qu'ils devront payer des intérêts importants sur les sommes avancées, ont soutenu les fédérations étudiantes.

Deux candidats de la CAQ

Le chef de la CAQ était de passage à Québec, hier, pour présenter deux candidats de sa formation aux prochaines élections générales dans les circonscriptions de Taschereau et Charlesbourg.

Dans Charlesbourg, une circonscription libérale, la CAQ sera représentée par une conseillère municipale de Québec et ex-péquistes, Denise Trudel, et dans Taschereau, le fief de la péquiste Agnès Maltais, c'est Mario Asselin qui défendra la bannière multicolore.

Castonguay préconise la médiation

« C'est au gouvernement de faire les premiers pas »

MONTREAL — C'est au gouvernement qu'il incombe de faire les premiers pas afin de rétablir un dialogue avec les étudiants, estime l'ancien ministre libéral Claude Castonguay, qui préconise la nomination d'un médiateur pour résoudre le conflit.

« Je ne sais vraiment pas comment on peut se dégager d'une telle situation où chacun reste campé sur ses positions, à moins qu'un certain dialogue s'ouvre et que les gens acceptent de part et d'autre de rechercher une solution », a déclaré M. Castonguay dans une entrevue à *La Presse*.

Québec doit faire montre d'ouverture, ajoute-t-il du même

souffle. « Même si les étudiants ont refusé il y a un an de discuter, je pense qu'on doit se souvenir que lorsqu'on est jeune, parfois on fait des gestes plus ou moins réfléchis sans être trop conscients des conséquences. Il me semble qu'il appartient au gouvernement de faire les premiers pas. »

Le temps presse, cependant. « Je crains qu'à un moment donné, les jeunes se radicalisent et que ça n'aggrave la situation », a ajouté l'ancien ministre. Il croit d'ailleurs qu'un médiateur pourrait permettre aux deux parties de rétablir les ponts, mais précise ne pas avoir été pressenti pour jouer un tel

rôle.

Il y a quelques jours, dans nos pages, l'ancien haut fonctionnaire au gouvernement et aujourd'hui consultant Louis Bernard a proposé lui aussi la nomination d'un médiateur.

Lors de la grève étudiante de 2005, l'ancien président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) Henri Massé avait discrètement joué un rôle dans les coulisses afin d'amener les étudiants et le gouvernement à convenir d'une entente. C'était après avoir soulevé l'ire des étudiants en les invitant publiquement « à mettre de l'eau dans leur vin ». (La Presse)

— Pascale Breton

20%

sur fil à tricoter
PHILDAR et PINGOUIN
sauf D.G.B., Préface

du 19 mars
au 31 mars 2012

Nouvelle fibre Katia
printemps-été
pour foulard

phildar

PINGOUIN
1221, rue King Ouest
819 346-0686

6 La Tribune - Sherbrooke jeudi 29 mars 2012

Giant

Louez votre chauffe-eau

À PARTIR DE 850 \$ / MOIS

Aucuns frais d'installation

819 565-1770

PÉTROLES SHERBROOKE

ANDRÉ LAPIERRE SERVICE

CMVTO

TRIBUNAL POPULAIRE À SHERBROOKE

Les étudiants condamnent Jean Charest

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@atribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le tribunal populaire des étudiants en grève de Sherbrooke a déclaré hier Jean Charest coupable de tous les chefs d'accusation pour lesquels il était accusé.

C'est sans grande surprise qu'un juge du mouvement l'Estrée contre la hausse a condamné le premier ministre du Québec lors du procès satirique qui s'est déroulé devant le palais de justice de Sherbrooke.

Sous les cris des étudiants, le juge improvisé Julien Lachapelle, un professeur de philosophie au Cégep de Sherbrooke, a déclaré que Jean Charest était coupable d'avoir injustement augmenté les frais de scolarité, de « lèse démocratie » en refusant de ne pas tenir de débat démocratique et d'iniquité envers les étudiants du Québec en faisant la sourde d'oreille face à leurs doléances.

Comme peine, le juge improvisé a « retiré toute légitimité politique » au député de Sherbrooke et invité la population à retirer son appui à Jean Charest. Les étudiants ont par la suite mis fin au procès en scandant divers slogans dont : « Un peuple instruit ne sera jamais vaincu ».

Le procès qui a duré une dizaine de minutes a permis

aux étudiants de tourner au ridicule les arguments du gouvernement pour justifier la hausse des frais de scolarité. Professeur de sociologie converti en « avocat de la défense » de Jean Charest, Jean-François Fortier ne s'est pas fait prier pour rebaptiser les ministres Lyne Beauchamp et Raymond Bachand.

La cinquantaine d'étudiants, principalement du Cégep de Sherbrooke, ont pris la rue avant de bloquer quelques minutes l'intersection King-Belvedere puis se disperser quelques minutes plus tard.

Dans le cadre de la semaine de perturbations économiques et étatiques adoptée en congrès de la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante), le comité mobilisation de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS) a déployé des bannières dans la ville de Sherbrooke.

Elles étaient visibles sur le pont Saint-François, le pont Aylmer et sur la rue Wellington Nord. Ces bannières s'inscrivent dans une série d'actions contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral.

D'autres manifestations doivent se dérouler au cours des prochains jours à Sherbrooke.

Des étudiants ont choisi de



IMACOM, JESSICA GARNEAU

Le tribunal populaire des étudiants en grève de Sherbrooke a déclaré hier Jean Charest coupable de tous les chefs d'accusation pour lesquels il était accusé. Sous les cris des étudiants, le juge improvisé du mouvement l'Estrée contre la hausse, Julien Lachapelle, un professeur de philosophie au Cégep de Sherbrooke, a condamné le premier ministre du Québec lors du procès satirique qui s'est déroulé devant le palais de justice de Sherbrooke.

faire profiter des organismes communautaires de leur temps de grève. Une cinquantaine d'étudiants de grève de l'Université de Sherbrooke ont proposé leurs services au Centre d'action bénévole de Sherbrooke. Aujourd'hui et demain, les étudiants participeront à des corvées de nettoyage, à une fête pour les

familles monoparentales, feront de la manutention pour des personnes souffrant de déficience intellectuelle, seront aide-cuisinier, feront de l'entretien à la Chaudronnée ou se joindront aux jours de la jonquille.

C'est dans une proportion de 90 pour cent que les étudiants en sciences de l'Université de

Sherbrooke ont voté en faveur d'une journée de grève le 4 avril. Cette décision permettra à ces étudiants de se joindre à la manifestation nationale qui doit se dérouler à Sherbrooke. Les étudiants de la faculté d'éducation ont pour leur part reconduit la grève, hier, à 77 %. Près de 800 personnes sont venues voter.

La FECQ maintient la pression

PIERRE SAINT-ARNAUD
LA PRESSE CANADIENNE

MONTRÉAL — Les manifestations étudiantes se poursuivent sans relâche et s'intensifient même au cours des prochaines heures.

Les leaders étudiants estiment qu'ils approchent du point de rupture où le gouvernement Charest n'aura d'autre choix que de discuter avec eux.

Selon le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, le gouvernement Charest

commence à subir des pressions qui viennent d'autres sources que les étudiants.

« Ce sont les prochaines semaines de grève qui sont payantes en ce sens que la pression sur les administrations de collèges qui doivent réorganiser le calendrier devient très importante, a-t-il expliqué hier. On a entendu plusieurs administrations collégiales qui font des appels de plus en plus au ministre de l'Éducation en pressant le gouvernement de s'asseoir avec les étudiants pour trouver une solution. »

M. Bureau-Blouin fait valoir que le coût d'une double cohorte au niveau collégial, avec l'arrivée des finissants du secondaire, n'est tout simplement pas supportable économiquement, de sorte que la menace d'annuler la session n'est pas crédible.

Par ailleurs, des acteurs économiens, environ 150 étudiants se sont fait entendre pendant une vingtaine de minutes devant la résidence du premier ministre Jean Charest à Westmount. Tous les manifestants s'étaient dispersés dans le calme peu après 20 h 30, a indiqué la police

de Montréal. Ils étaient partis de la station de métro Édouard-Montpetit vers 19 h, répondant à l'appel de la FECQ pour cette « marche nocturne ».

La journée d'hier a été marquée par de nombreuses actions. En matinée, un groupe d'étudiants s'est présenté devant l'édifice abritant la résidence officielle du premier ministre

Charest à Québec. Les étudiants ont ensuite envahi la rue pour finalement aboutir devant les installations de la papeterie White Birch où les policiers sont intervenus, procédant à l'arrestation d'une douzaine d'entre eux qui se sont vu imposer des constats d'infraction pour des sommes allant de près de 450 \$ à près de 500 \$.

JEUDI SOIR
QUATRE SERVICES
43\$
pour deux
DATONI
RESTAURANT

Christian Fréchette
Chef-exécutif

Le secret infailible pour perdre du poids
Depuis 15 ans, la méthode Biologie fait ses preuves en Estrie!

MIEUX se nourrir pour MIEUX maigrir
Venez constater tout ce que nous sommes en mesure de faire pour vous!
Nous avons tous les outils pour vous aider à modifier vos habitudes alimentaires.

- NUTRIPATHE DIPLÔMÉE
- PROGRAMME PERSONNALISÉ
- TEST DE MÉTABOLISME
- CONSULTATION PRIVÉE
- NUTRITION SANTÉ
- SUIVI HEBDOMADAIRE

CENTRE NUTRITION SANTÉ BIOLOGIE
21, rue Morris, Sherbrooke

POUR PLUS D'INFORMATION : **819 821-3646**
CONSULTATION SANS FRAIS
La majorité des assurances collectives remboursent les frais.

Thérèse Lasselle
Nutritionniste diplômée
www.centrebionline.ca

Sherbrooke jeudi 29 mars 2012 - La Tribune



**PIERRE-YVON
BÉGIN**
ÉDITORIAL

pybegin@latribune.qc.ca

Un flocon dans la tempête

Le Collège des médecins vient de rendre public son rapport d'enquête relativement à la révision de 22 040 mammographies réalisées entre 2008 et 2010 dans trois cliniques privées de Montréal et de Laval. À la suite de cette révision, 109 femmes ont obtenu le terrible diagnostic; elles étaient bel et bien atteintes du cancer du sein. Heureusement, on ne déplore aucun décès parmi elles.

Avant toute chose, disons tout de suite notre compassion pour ces femmes. Après avoir pensé qu'elles n'avaient pas à s'inquiéter, voilà qu'elles apprennent des années plus tard pour certaines que le diagnostic du radiologiste en cause était erroné. Il est facile d'imaginer leur épouvantable désarroi. Il faut aussi penser à toutes ces femmes, dont 21 en Estrie et 32 en Mauricie-Centre-du-Québec, qui sont sûrement passées par toute la gamme des émotions après avoir appris que l'on devait entreprendre la révision de leur radiographie. Imaginez leur interminable attente.

La révision de ces 22 000 dossiers a constitué une entreprise fort complexe, les mammographies ayant comme support les bons vieux négatifs. D'ailleurs, le Collège des médecins recommande précisément la numérisation systématique et obligatoire de toutes les mammographies afin de permettre une consultation immédiate des films si nécessaire. Le support informatique aurait permis de sauver un temps précieux. Dans la lutte contre le cancer, il est prouvé qu'une détection précoce augmente considérablement les chances de survie.

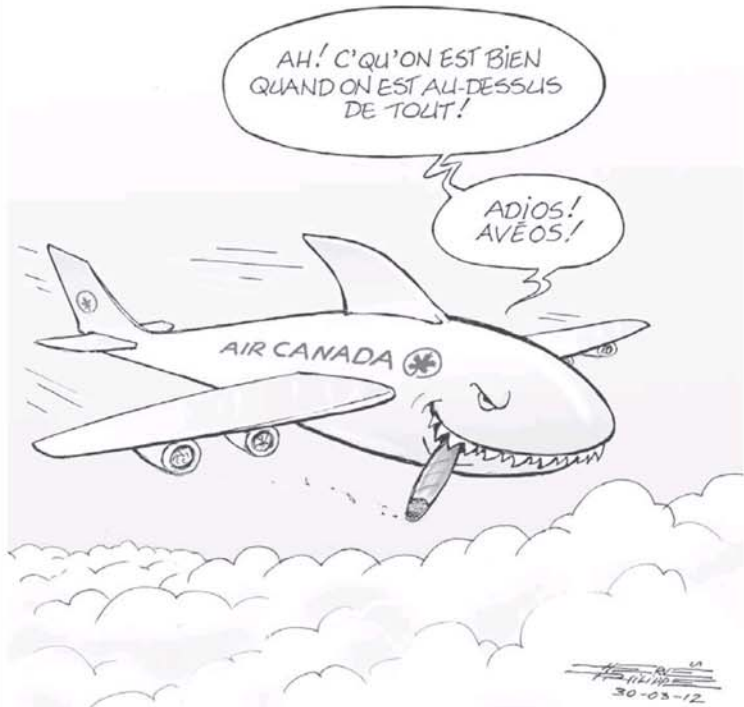
Dans son rapport, l'organisme formule dix recommandations pour éviter la répétition de pareille catastrophe. Outre la numérisation, il suggère d'établir un lien formel entre les centres de dépistage, les centres de référence et les cliniques privées de manière à assurer un suivi de performance. Toutefois, le Collège n'a pas cru bon de retenir la double lecture des mammographies, pratique adoptée dans certains pays, dont la France.

Si ces recommandations sont appliquées, le filet de sécurité devrait en principe être rétabli. Il en va tout autrement de la confiance des femmes envers le Programme québécois de dépistage du cancer du sein. Le Collège rappelle d'ailleurs dans son rapport que le dépistage du cancer du sein par mammographie demeure « la seule mesure » reconnue scientifiquement pour diminuer le risque de décès. Le programme compte plusieurs mesures d'assurance qualité servant de modèle. Le Collège doit cependant admettre que ces mesures ne sont pas implantées de façon uniforme, en particulier par les professionnels, dans toutes les régions du Québec. Constat troublant, « on observe une grande variabilité des pratiques dans les cliniques radiologiques ».

La mammographie est loin d'être une sinécure pour les femmes. Essentielle au dépistage, l'expérience est tout sauf agréable. Sa lecture, dit-on, requiert énormément d'habiletés et d'expertise. Porte-parole du Collège, Yves Robert indique que ce qu'on recherche dans une mammographie, « c'est un flocon de neige dans une tempête », d'où l'importance de répéter l'examen tous les deux ans.

Le Conseil pour la protection des malades suggère maintenant de verser une compensation financière aux victimes du mauvais diagnostic. Reconnaissons qu'elles ont vécu des moments éprouvants, que certains pourraient décrire comme l'enfer. Ministre de la Santé, Yves Bolduc a rejeté l'idée d'un dédommagement, préférant s'en remettre aux tribunaux.

Président du Conseil, Paul Brunet reconnaît que le Collège des médecins a agi avec rapidité. Il note avec justesse que les femmes ont déjà suffisamment souffert pour combattre la maladie sans devoir à se battre à nouveau en justice. Une compensation, dit-il, « serait le geste le plus proche de ce qui pourrait ressembler à un minimum de sympathie ». Nous partageons son avis. Même si jamais un montant d'argent n'effacera le stress psychologique qu'ont dû endurer ces femmes-là.



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Un investissement? Oui, mais...

Dans sa lettre publiée le 28 mars (*La nécessité de faire des choix*), Alain Villeneuve reproche aux étudiants de ne pas faire les bons choix et de privilégier les gadgets au détriment de leurs études. On pourrait discuter de la notion de « vivre de son temps » ou du fait que les téléphones cellulaires sont encore plus répandus dans d'autres pays et chez les plus jeunes qu'ici, mais je m'en tiendrai plutôt à la notion « d'investissement » qui est soulevée dans ce texte.

Tout le monde reconnaît qu'étudier est un investissement individuel; sinon, pourquoi le ferions-nous?! Ce qu'il faut reconnaître aussi, cependant, c'est qu'il s'agit en plus d'un investissement pour la société. Dans sa vie active, le bachelier paiera en moyenne deux fois plus d'impôt qu'un travailleur non-bachelier. Les études montrent que pour chaque dollar investi en éducation supérieure, l'État (donc, nous) ira rechercher entre cinq et douze dollars en taxes, en

impôts, etc. Le Québec a vécu son baby-boom, il s'enlignait maintenant vers des retraites massives. Oui, tous ces gens ont payé pour des services reçus et à recevoir (la santé, les rentes, etc.), mais ça va impérativement prendre de l'argent pour continuer à offrir ces services. Comment va-t-on financer cela? He oui, par des taxes et des impôts récupérés auprès de travailleurs actifs, soit la jeunesse d'aujourd'hui. On parle d'un travailleur actif pour cinq retraités de nos jours, alors qu'il y aurait un travailleur actif pour deux retraités demain. Préférez-vous que ces travailleurs aient des emplois moyennement ou hautement rémunérés? (...)

En terminant, je vous rappelle qu'en considérant toutes les hausses dues au PLQ entre 2007 et 2017, c'est plus de 300 \$ de plus par mois qu'aurait à déboursier à terme un universitaire, s'ajoutant à cela le 1668 \$ « de base » (c.-à-d. 2007) en frais de scolarité annuels, les frais afférents, les frais de subsistance, les livres, etc. Et stirement, aussi, un téléphone cellulaire.

Vincent Beaucher
Sherbrooke

Le dégel et le 19^e siècle

Nous ne sommes pas les seuls sur la rue Duvernay à souffrir du dégel printanier. Cependant, il faut y vivre pour constater l'ampleur d'une telle situation qui ressemble beaucoup plus à un chemin du 19^e siècle. Présentement, la situation est telle que même les véhicules d'urgence pourraient avoir de la difficulté à se rendre sur les lieux. Nous limitons nos sorties de peur de rester embourber.

Vous, les élus municipaux, qui avez beaucoup de beaux projets (nous n'avons rien contre ça)

pour Sherbrooke: boulevards, patinoire, toit, etc. Auriez-vous un petit demi-million à retrancher de ces projets (et s'assurer — cette fois-ci — que l'argent n'est pas placé ailleurs) afin de parfaire un fond solide sur le « sentier » de Duvernay, qui fait partie du « Plan Nord » de Sherbrooke? Peut-on espérer que la rue Duvernay fasse partie (bientôt) du 21^e siècle?

Louise Sylvain, Gaétan Bolduc
Francine Bolduc, Roger Roy
et Simon Roy

14 La Tribune - Sherbrooke jeudi 29 mars 2012

AU CÉGEP DE SHERBROOKE

Reconduction record de la grève

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Alors que les étudiants du Québec se préparent à converger vers le fief du premier ministre du Québec les 2 et 4 avril prochains, le Cégep de Sherbrooke a reconduit sa grève pour cinq jours dans une proportion de 60,7 pour cent, le plus fort appui depuis 2005.

Comme l'une des dernières étudiantes à intervenir lors de l'assemblée générale l'a rappelé avant le vote, Sherbrooke a répondu positivement « au rôle important qu'il doit jouer » dans la lutte étudiante contre la hausse des frais de scolarité.

« Étant donné que nous sommes situés dans la circonscription du premier ministre, le Cégep de Sherbrooke est une pierre angulaire dans la lutte contre les frais de scolarité. Tant que nous n'étions pas en grève, la ministre de l'Éducation se servait de notre cas comme arme. Je crois que nous avons un poids important dans l'avenir du mouvement de grève. Le résultat d'aujourd'hui est un message clair que nous envoyons au gouvernement. Nous sommes l'un des plus importants Cégeps de région



Les élèves du Cégep de Sherbrooke ont reconduit la grève pour cinq jours dans une proportion de 60,7 pour cent.

et nous faisons sortir le mouvement de Montréal », considère à titre personnel le porte-parole de l'Association des étudiants du Cégep de Sherbrooke (AECS), Olivier Mercier.

Les élèves de l'institution de la rue du Cégep ont voté pour

une reconduction de la grève du 2 au 5 avril, puis le 10 avril. Un total de 2079 étudiants se sont prononcés, soit le plus haut taux de participation, mais aussi le résultat le plus fort depuis la grève de 2005. Le dernier vote de grève la semaine dernière

était de 53 pour cent. Une autre assemblée générale est prévue le 11 avril prochain.

« Le mouvement n'est pas en train de s'essouffler. Nous sommes prêts à faire le sacrifice de poursuivre la grève. Ces actions sont lourdes pour tout le monde, mais nous croyons pouvoir réussir à faire reculer le gouvernement », mentionne Olivier Mercier.

En grève depuis le 1^{er} mars, les étudiants ne peuvent maintenant plus reprendre chaque jour qu'ils ont passé sur le trottoir au lieu d'être sur les bancs d'école.

« Depuis le moment où chaque jour de grève ne peut plus être repris, nous avons senti une certaine ouverture du gouvernement notamment sur les prêts et bourses. Nous ne pouvons pas lâcher à ce moment. Des arrangements financiers doivent maintenant être pris avec les professeurs pour terminer la session. Cette grève a maintenant des impacts financiers pour le gouvernement. Le Parti libéral ne parle que d'argent, alors nous lui envoyons maintenant un message semblable », indique le porte-parole de l'AECS.

Levée de cours à Drummondville

La direction du Cégep de Drummondville a annoncé la levée des cours le 4 avril prochain à compter de midi afin de permettre à un maximum d'étudiants de participer à une nouvelle assemblée générale visant à se prononcer sur le prolongement du mandat de grève.

Cette levée de cours « totale » a été rendue possible grâce aux liens qui existent toujours entre le Cégep et ses étudiants depuis le début du conflit qui dure maintenant depuis près de cinq semaines. En plus des cours réguliers, elle concerne les stages, les activités parascolaires et la formation continue.

Des élèves du secondaire veulent se joindre au mouvement

SHERBROOKE — Les élèves des écoles secondaires de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke ont manifesté leur intention de participer à la manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité qui se déroulera le 4 avril prochain dans les rues de Sherbrooke.

Devant cet intérêt des élèves rapporté sur les réseaux sociaux, mais aussi auprès des enseignants et des directions des quatre écoles secondaires de Sherbrooke, la CSRS a pris les devants dans un objectif préventif. Une lettre a été acheminée hier aux parents concernant l'inquiétude de la CSRS relativement aux manifestations étudiantes des prochains jours.

« Nous voulons favoriser le débat démocratique dans nos écoles, mais nous faisons une mise en garde aux parents en vue de ces manifestations. Étant donné que nous ne pouvons pas garantir la sécurité des élèves lors de ces manifestations qui pourraient réunir des milliers de personnes, nous ne recommandons pas la participation de nos élèves », explique le directeur général de la CSRS, Michel Bernard.

Une manifestation de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale

étudiante (CLASSE) doit se dérouler à Sherbrooke le 2 avril prochain à partir du parc Jacques-Cartier alors qu'une manifestation plus large de toutes les associations étudiantes en grève est prévue le 4 avril prochain dans la circonscription du premier ministre Jean Charest à partir de l'Université de Sherbrooke.

« Nous avons entendu parler que des élèves souhaiteraient participer à la manifestation du 4 avril. Habituellement, nous pouvons compter sur les corps policiers pour assurer la sécurité de nos élèves. Cette fois, cependant, ce n'est pas possible. Ce sont les parents des élèves qui souhaitent se joindre à la manifestation qui devront l'autoriser et assurer son transport. Les parents devront motiver l'absence de leur enfant de la façon habituelle », explique le directeur général de la CSRS.

À la demande des élèves, la CSRS a mis sur son portail internet des reportages et diverses informations relatives au débat sur la hausse des frais de scolarité.

« Nous avons ajouté des informations concernant les deux positions. Nous demeurons favorables à la réflexion de nos élèves sur le sujet », assure Michel Bernard.

Le porte-parole de l'Association des étudiants de Cégep de Sherbrooke Olivier Mercier soutient que son association a eu des contacts avec des élèves des écoles de La Montée, Montcalm et du Triolet.

« Des élèves des écoles secondaires de Sherbrooke ont manifesté leur intérêt pour les manifestations de lundi et mercredi. Nous les invitons à se joindre à titre de sortie de fin d'année à saveur politique », indique Olivier Mercier.

Ce dernier rappelle que le débat sur la hausse des frais de scolarité touche directement les élèves qui se trouvent sur les bancs des écoles secondaires.

« C'est surtout pour ces jeunes que l'on se bat. Si Jean Charest ne recule pas, ce sont ces jeunes qui subiront une hausse de 1625 \$ par année dans cinq ans lorsqu'ils vont atteindre le réseau d'éducation supérieur », mentionne Olivier Mercier.

— René-Charles Quirion

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2012-03-29

Hambant neuf 6 Ford Escape 2012 hybrides (ou 45 000 \$)*

063A061 334A083 557A611
270A179 359A796 849A246
(non décomposables)

* Le gagnant d'un Ford Escape 2012 hybride pourra choisir entre le véhicule ou un montant en argent de 45 000 \$.
Il est à noter que le lot doit être réclamé dans l'année suivant la date du tirage.

DUPIPE! 06 08 11 13 21 26 16 compl.

Power 2 7 9 10 D

banco 02 03 07 11 12 16 22 25 26 33
34 35 44 45 46 55 57 59 61 69

HighRollers 3 652 09 15
4 9000 27 35 38

Extra Jour - Mois - Année - Signe
Astro 24 FÉVRIER 07 BALANCE 6731430

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

CONFÉRENCE

Par *France Gauthier*



Journaliste, animatrice

Ce qu'il faut comprendre de 2012

Éveils de conscience, grande bascule énergétique de 2012.

auteure des best-sellers

- *On ne meurt pas*
- *La vie après la mort (tomes 1 et 2)*
- *Tout se joue à chaque instant*
- *Le Maître en soi*

Dernière chance de l'entendre à Sherbrooke

11 avril 2012
19 h

(Accueil 18 h)

À la Toque rouge,
1435, rue Belvédère Sud

Contribution de 25 \$ payable à l'entrée

Réservations :

www.francegauthier.ca ou
mmarcoux2@gmail.com

Sherbrooke vendredi 30 mars 2012 - La Tribune

La Tribune



**TOUS À
SHERBROOKE
LE 4 AVRIL**

Sherbrooke deviendra le point culminant de la contestation étudiante au cours des prochains jours. Les étudiants en grève de partout au Québec mettront le cap vers l'Estrie, lundi et mercredi. La grande marche de protestation de mercredi, qui se terminera au bureau de circonscription de Jean Charest, retient particulièrement l'attention. Le Service de police de Sherbrooke a déjà installé un centre opérationnel dans le pourtour de ce périmètre chaud. Les activités de plusieurs commerces risquent d'être perturbées.

PAGES 3, 4 ET 6

Tenter de tout prévoir

— La chronique de Luc Larochelle

SONDAGE CROP - LA PRESSE > DROITS DE SCOLARITÉ

OUI À LA HAUSSE

UNE MAJORITÉ DE QUÉBÉCOIS APPUIENT LE GOUVERNEMENT PAGE 7

SPECTACLE
Ariane Moffatt
sans compromis
PAGE 21



IMACOM, MAXIME PICARD

La directrice
du CHUS honorée
par ses pairs



PATRICIA GAUTHIER

PAGE 10

RESTAURANT
Jack O
...à son goût!
Côtes levées à volonté
22\$
Le dimanche
Sherbrooke, Magog,
Coaticook 2014403

SPÉCIAL
2018\$ / MOIS*
ÉTUDIANT
COUPLE - 65 ET +

2396\$ / MOIS*
ADULTE

LE PLUS GRAND CHOIX DE COURS EN GROUPE à Sherbrooke!

ZUMBA SPINNING
WORKOUT BOOT CAMP CROSS TRAINING

SURVEILLEZ L'HORAIRE DES COURS AU MAXICLUB.COM

Centre MultiSport 350 rue Terril, Sherbrooke Édifice UPA 4300 Boul. Bourque, Sherbrooke Place Belvédère 350 rue Belvédère, Sherbrooke

Rég. étudiant 25\$/mois. Rég. adulte 29\$/mois. Valeur maximale équivalente basée sur 15 mois. Temps limité. Ne peut être jumelée à une autre offre promotionnelle, voir un conseiller pour de l'information.

819.562.MAXI (6294) // www.maxiclub.com

MAXICLUB Complexe Médico-Sportif

LUNDI 2 AVRIL ET MERCREDI 4 AVRIL

Protestation nationale à Sherbrooke

RENÉ-CHARLES QUIRION,
ISABELLE PION ET
VÉRONIQUE LAROCQUE

SHERBROOKE — Après avoir convergé vers Montréal le 22 mars dernier, les étudiants en grève de partout au Québec sont invités à Sherbrooke les 2 et 4 avril prochains.

C'est la manifestation du 4 avril qui devrait attirer davantage de personnes contre l'intention du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité.

C'est la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) qui a lancé cette invitation à venir manifester dans la circonscription du premier ministre Jean Charest contre la hausse des frais de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans soit 1625 \$ au terme de l'exercice.

Le départ de cette marche est prévu à 13 h 15 dans les rues de Sherbrooke.

Le groupe se mettra en marche à partir de l'Université de Sherbrooke pour emprunter la rue Galt Ouest en direction Est jusqu'au centre-ville de Sherbrooke. Par la suite, les manifestants doivent emprunter la rue Belvédère avant de reprendre la direction ouest par la rue King jusqu'à la Place des congrès de Sherbrooke ou est situé le bureau de circonscription du premier ministre du Québec.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) organise une manifestation lundi prochain.

Tout en faisant partie du groupe qui manifesterait mercredi, les étudiants de l'Association des étudiants du Cégep de Sherbrooke et ceux de l'Association générale des étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke font partie de cette association temporaire de type syndical.

Ces deux groupes se joignent pour accueillir des étudiants le 2 avril.

Le rassemblement pour cette manifestation est prévu au parc Jacques-Cartier à 14 h.

Sur le site de la CLASSE, les organisateurs mentionnent que le 22 mars, où 200 000 étudiants ont pris la rue, « ce n'était qu'un début ». Des transports sont organisés de partout au Québec.

En mars 2005, la manifestation étudiante nationale de Sherbrooke avait attiré 3000 personnes.

Les actions se poursuivent

D'ici les manifestations de la semaine prochaine, les étudiants sherbrookoïses continuent d'exercer de la pression sur le gouvernement Charest. Plusieurs actions d'éclat se sont

tenues hier. En matinée, les étudiants se sont rendus au bureau de la députée de Saint-François, Monique Gagnon-Tremblay, où ils sont allés porter une lettre. Un peu plus tard dans la journée, ils se sont transformés quelques instants en statue, dans le secteur du Cégep de Sherbrooke et du centre-ville. Des étudiants de l'UdeS ont aussi pris part à une marche au centre-ville. En fin de journée, vers 18 h, des membres de l'AECS ont également tenu une action de visibilité au centre-ville. Pour signifier la mort de l'accessibilité aux études, ils se sont étendus sur les trottoirs.

Vandalisme au cénotaphe

Un ou des partisans de la cause étudiante ont également attiré l'attention de la population, de la Ville, des médias et des policiers en appliquant de la peinture rouge sur le cénotaphe à la mémoire des Anciens combattants. Selon Philippe Dubois du Service de police de Sherbrooke (SPS), le geste aurait été posé en soirée jeudi ou au cours de la nuit de jeudi à vendredi.

Les policiers ont ouvert une enquête à la suite d'une plainte déposée par la Ville de Sherbrooke à qui appartient la statue de la rue King Ouest. En visionnant les caméras de surveillance du centre-ville, le SPS espère trouver le ou les coupables, qui pourront être traduits en justice. « Ce geste a un impact assez sentimental pour certaines personnes », explique Philippe Dubois.

En début d'après-midi hier, les marques rouges avaient été nettoyées par des employés de la Ville.



IMACOM, MAXIME PICARD

En fin de journée hier, des membres de l'association étudiante du Collège de Sherbrooke ont tenu une action de visibilité sur la rue Wellington, au centre-ville, en s'étendant sur les trottoirs pour signifier la mort de l'accessibilité aux études.

Clinique DENTAIRE 2460

DENTISTES GÉNÉRALISTES

Dr Timothée BÉLIVEAU LEFEBVRE D.M.D.

Dr Jérémie BÉLIVEAU LEFEBVRE D.M.D.

Pour vous offrir une nouvelle expérience en matière de dentisterie

2460, RUE GALT OUEST SHERBROOKE 819 822-3993

Maternelle
(place disponible)

Prémamanuelle (complet)

Unique en Estrie!
Éveil à l'anglais et à la musique

Depuis 15 ans

AngLissimo
La petite école de la voix

2796, rue Prospect, Sherbrooke
Information et inscription : 819 562-2323
Directrice : Annie Richard, B. Sc. Ed.

Sherbrooke samedi 31 mars 2012 - La Tribune 3

Tenter de tout prévoir



**LUC
LAROCHELLE**
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

Un jour, quand nos enfants raconteront le Sherbrooke de leur époque, peut-être auront-ils le souvenir de la place rouge.

N'ayons pas la malhonnêteté intellectuelle de comparer la Place des congrès à la célèbre place Rouge. Elle n'a ni le parcours historique ni les charmes architecturaux de la carte postale de Moscou qui, comme le Vieux-Québec, figure sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

La Place des congrès n'est qu'un ensemble assez commun d'espaces locatifs. Sauf que, parce que le bureau de circonscription du premier ministre Jean Charest s'y trouve, des milliers de carrés de tissu doivent la colorer de rouge au cours de la semaine prochaine.

Le Service de police de Sherbrooke a déjà installé un centre opérationnel dans le pourtour de ce périmètre chaud, en préparation des rendez-vous annoncés.

« Lorsque le premier ministre Charest a récemment été reçu à l'hôtel de ville, nos coordonnateurs étaient installés dans un édifice adjacent pour suivre tout ce qui se passait. Vous ne les avez jamais vus. Ils seront aussi discrets la semaine prochaine. Pour nous, il est impératif d'avoir un centre de coordination sur place afin de pouvoir sentir la foule, pour observer l'évolution de son comportement et prendre les bonnes décisions au bon moment », confirme le directeur du SPS, Gaëtan Labbé.

Des renseignements stratégiques gardés secrets pour éviter d'exposer les acteurs collaborant avec les policiers à de possibles représailles.

« Nous n'anticipons pas de comportement délinquant et nous ne voulons pas en provoquer non plus. Soyez cepen-

dant assurés qu'il n'y aura pas d'improvisation. Tout aura été analysé à l'avance : le dispositif pour assurer la sécurité des commerces et de leurs clients, les moyens à prendre en cas de débordement, les aires d'évacuation ou de confinement, etc. », raconte M. Labbé.

En mars 2005, lors d'une manifestation qui avait réuni 3000 personnes à Sherbrooke à l'invitation de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE, devenue la CLASSE), les policiers avaient réussi à contenir la foule. Une poignée de participants avait tenté de franchir les barrières de sécurité, mais elle avait été rappelée à l'ordre par d'autres manifestants sans que les forces de l'ordre aient à s'interposer.

Dans le présent conflit, la CLASSE affiche une position plus radicale et le comportement imprévisible de certains de ses militants nourrit des appréhensions quant au déroulement de la manifestation de lundi. On verra bien.

Quant au rendez-vous de mercredi, c'est en nombre qu'il pourrait poser un défi aux autorités policières. Certaines informations laissent croire que cette manifestation pourrait regrouper trois fois plus de participants qu'en 2005. La Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) refuse de s'avancer là-dessus.

« Tant que nous n'aurons pas un décompte complet du nombre d'autobus qui convergeront vers Sherbrooke, des projections ne s'appuieront que sur du vent », véhicule prudemment l'attaché de presse de la FEUS, Guillaume Raymond.

Les locataires de la Place des congrès ont reçu un avis écrit du propriétaire les informant de possibles perturbations au cours de ces deux jours



ARCHIVES LA TRIBUNE

En mars 2005, une manifestation avait réuni 3000 personnes à Sherbrooke à l'invitation de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE, devenue la CLASSE). Les policiers avaient alors réussi à contenir la foule.



IMACOM, JESSICA GARNEAU

Le directeur du SPS, Gaëtan Labbé, assure qu'il fournira en toute transparence les coûts de multiples interventions qui auront été nécessaires pour contenir les manifestations étudiantes. M. Labbé a présenté un rapport préliminaire cette semaine au directeur général adjoint, Claude Périnet, responsable des services à la communauté, et l'a informé des mesures exceptionnelles prises en prévision des rassemblements des prochains jours.

Suggestion leur a été faite de libérer certains stationnements afin de prévenir le vandalisme.

La Sûreté du Québec assure la sécurité du premier ministre dans tous ses déplacements sauf que le Service de police de Sherbrooke est maître d'oeuvre sur son territoire. Les « verts » sont en appui aux « bleus ». Cette agitation sociale occasionne des déboursés importants pour les Sherbrookoïses.

« Au quotidien, nous gérons avec les mesures que nous jugeons essentielles, en essayant de tout prévoir, et en recherchant le fragile équilibre entre « le juste assez, et pas

trop ». Il n'y aura toutefois pas de surprises pour mes supérieurs parce que je les tiens informés. Une fois la tempête passée, nous comptabiliserons tous les coûts et, sans qu'il y ait de cachettes, nous rendrons des comptes en toute transparence aux citoyens. Cela ne me pose aucun problème ».

Bon an, mal an, le SPS verse plus d'un million de dollars en temps supplémentaire à ses membres.

« Des déboursés en grande partie liés au remplacement de congés, de vacances ou pour défrayer les coûts d'enquêtes d'envergure et urgentes. La

souplesse que nous avons obtenue dans la dernière convention collective nous permettait d'escompter des économies, car nous pouvions maintenant recourir à des policiers temporaires pour les affectations de nuit. Comme nous sommes en début d'année financière, cette marge de manoeuvre pourrait nous permettre d'absorber les dépenses supplémentaires sans dépassements budgétaires. Je ne peux l'assurer, mais c'est l'objectif poursuivi », assure M. Labbé.

Ce dernier précise que le territoire n'est jamais laissé à découvert.

« On ne pourrait pas demander aux préposés au 911 de répondre à un appel d'urgence en disant qu'on va s'en occuper après une manifestation. Nos patrouilles de quartier restent en place. Nous suspendons par contre les activités de prévention et nos dix policiers de la division de la sécurité des milieux sont affectés aux secteurs perturbés ».

Un budget de 31,6 M\$ a été octroyé en 2012 au Service de police de Sherbrooke. S'il y avait des dépassements pour contenir les débordements, la particularité de la « place rouge » suffirait-elle à obtenir de Québec une compensation semblable à celle que réclame la Ville de Montréal?

Ne me dites pas qu'il faudrait à notre tour aller manifester!

Vivez L'EXPÉRIENCE
Prix • Choix • Qualité

H GREGOIRE
LE MÉGACENTRE AUTO DU CANADA
ESTRIE

CarProof
RAPPORTS HISTORIQUES DE VÉHICULES

Tous nos véhicules possèdent l'historique complet CarProof. Demandez-la!

ACCÈS DIRECT À PLUS DE 1500 VÉHICULES.
OUVERT 7 JOURS SUR 7.
ARRIVAGE TOUS LES JOURS.

MAGASINÉZ AU CHAUD DANS LA PLUS GRANDE SALLE DE MONTRE EN ESTRIE

2390 rue Sherbrooke, Magog
819 843-1122
Sur le site du Centre Honda Magog

Des commerçants victimes des manifestations

MARIE-CHRISTINE BOUCHARD
mario-christine.bouchard@atribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les commerçants qui possèdent des locaux près du Delta, où le premier ministre Jean Charest loue ses bureaux, craignent que leurs clients n'aient pas accès à leur entreprise lors des manifestations nationales annoncées pour lundi et mercredi. Par chance, jusqu'ici, les nombreuses manifestations, tant étudiantes que celles des ambulanciers paramédicaux, ne leur ont pas trop nui.

Les impacts les plus importants se font certainement sentir à la Banque Royale et au salon de coiffure et d'esthétique Concept Glam. Ceux-ci sont situés sous la passerelle qui relie l'hôtel et la tour à bureaux de l'hôtel Delta.

Dans les dernières semaines, la Banque Royale a dû, à plusieurs reprises, déployer un plan qui lui permette de diriger ses clients vers d'autres succursales lorsque l'accès à leurs locaux est rendu difficile par la présence de manifestants.

« Nous avons été avertis que les manifestations de lundi et mercredi seraient plus grosses, mais nous n'allons pas fermer nos bureaux parce que nous avons l'obligation d'offrir nos services à nos clients », explique la directrice de la succursale Place des congrès, Nathalie Martin.

Malgré ces désagrèments, ces derniers temps, il n'est pas question pour la banque de déménager pour permettre un accès plus serein aux clients souvent confrontés, ces derniers temps, aux ambulanciers paramédicaux ou aux étudiants en grève.

« Nous sommes ici depuis longtemps, depuis plus longtemps que les bureaux de Jean Charest », ajoute Mme Martin.

Au salon de coiffure et d'esthétique situé de l'autre côté de la passerelle, la bonne humeur n'était pas au rendez-vous non plus. Les gestionnaires du Delta ont « fortement conseillé » à la propriétaire de fermer ses portes lors de la manifestation de mercredi. Par chance, le salon est habituellement fermé le



IMACOM, MAXIME PICARD

Des commerçants de la Place des congrès situés près du bureau de Jean Charest craignent de devoir fermer les portes de leur entreprise lors de la manifestation de mercredi.

lundi, jour de la première sortie des étudiants.

Au salon de coiffure et d'esthétique, la bonne humeur n'était pas au rendez-vous. Les gestionnaires du Delta ont « fortement conseillé » à la propriétaire de fermer ses portes lors de la manifestation de mercredi.

Isabelle Sage, la propriétaire de l'endroit, déplore la situation. « Si ça ne se prolonge pas trop, nous allons tolérer la situation.

Mais il ne faudrait pas que ça se répète. Replacer les clients d'une journée, c'est quelque chose, mais les replacer pour deux ou trois jours, c'est une autre affaire », explique-t-elle.

Ces derniers mois, elle a vu de nombreux travailleurs et étudiants défilé, pancartes à la main, devant les bureaux de son célèbre voisin. « Jusqu'à présent, les manifestations ont surtout eu lieu en début de semaine, journées où nous avons moins d'heures d'ouvertures, alors ce n'était pas si mal. Notre salon est bien situé géographiquement, mais si la situation persistait, un déménagement serait quelque chose à considérer », assure-t-elle.

Chez Sushi Shop, un restaurant situé plus loin dans le centre commercial, les précédentes manifestations n'ont pas eu d'impacts sur la clientèle. « Pendant certaines manifestations, il y a des gens qui viennent aux toilettes ou se cherchent à boire ou à manger... Sinon, il

n'y pas d'impact, nous avons toujours eu la même clientèle », font savoir deux des employés du restaurant, Vicky Poulin et Gabrielle Martin.

Chez Bronzage Laguna, il y a peut-être eu une journée où les clients ont bougné à propos des places de stationnements difficiles à trouver, mais point à la ligne.

« On a été avisés qu'il y aurait au moins une grosse manifestation la semaine prochaine, et qu'il n'y aurait pas vraiment grand-monde dans nos commerces », fait savoir Steven Lemay.

Au restaurant Normandin, situé en contrebas du Delta, l'incertitude règne quant au remue-ménage qu'amèneront les manifestations nationales.

« Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de problème pour nous. Pour la manifestation de mercredi, on s'attend à ce que ce soit bloqué partout autour et que ce soit difficile de venir au restaurant. Par contre, si les gens du coin se retrouvent à pied, peut-être qu'on aura plein de clientèle? En tout cas, nous serons prêts pour les deux éventualités », affirme le gérant de l'endroit, Daniel Pelletier.

UN APERÇU DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES EN GRÈVE

EN GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

- Cégep de Sherbrooke
- Cégep de Drummond
- Facultés de l'UdeS :
 - Lettres et sciences humaines
 - Éducation
 - Éducation physique et sportive
 - Théologie et études religieuses

NE SONT PAS EN GRÈVE

- Faculté de médecine (médecine, sciences infirmières, réadaptation)
- Faculté d'administration
- Faculté de génie
- Collège Champlain
- Université Bishop's
- Cégep de Victoriaville
- Cégep de Sherbrooke
- Ordre collégial du Séminaire de Sherbrooke

*** À noter que pour l'UdeS, le tableau ne regroupe que le premier cycle et les associations de facultés, à l'exception de la faculté de médecine, où on compte minimalement trois associations. Les associations étant constituées d'associations départementales, ces dernières ne figurent pas au tableau. Par exemple, des départements de l'Association générale des étudiants de sciences (AGES) ont voté pour la grève, d'autres contre. L'objectif du tableau est de tracer un portrait global. Données recueillies en collaboration avec la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS).

VOTE AU CÉGEP DE SHERBROOKE

La démocratie étudiante malmenée?

ISABELLE PION
isabelle.pion@atribune.qc.ca

SHERBROOKE — Une étudiante du Cégep de Sherbrooke conteste les façons de faire prises à l'assemblée générale jeudi. Inscrite pour le vote, Marie-Kristine Hamel s'est vu interdire l'accès à la salle en pleine assemblée parce qu'un amendement avait été adopté. Celui-ci stipulait que les étudiants ne pouvaient plus avoir accès à la salle à la délibérante, un des derniers points à l'ordre du jour. La jeune femme se dit choquée d'être privée de vote.

Une fois inscrite, l'étudiante en techniques d'inhalothérapie a décidé de s'absenter pour esquisser la période où les participants discutent des procédures et s'expriment en plénière. « Les assemblées durent trois heures, mais ça pourrait durer une heure. Il y a beaucoup de procédures et de blabla pour rien. » « Quand j'ai demandé à la personne qui s'occupait de la sécurité où ça en était, il m'a carrément renvoyée. Je n'avais même pas droit à l'information. » En entendant la conversation, des étudiants auraient rebroussé chemin.

Le problème, souligne-t-elle, est que bien des étudiants s'empêchent d'aller voter parce qu'ils ne veulent pas ou ne peuvent pas assister à une assemblée aussi longue. Elle estime que l'issue du scrutin serait bien différente si les organisateurs dissociaient l'assemblée du vote. Étudiante en troisième année, Marie-Kristine est inquiète pour la suite des choses. La matière, selon elle, ne pourra pas être trop comprimée : après tout, les étudiants en inhalothérapie sont appelés à travailler auprès de patients, fait-elle valoir.

« Je ne comprends pas

pourquoi c'a pu se faire. Le président aurait pu dire que c'est irrecevable parce que c'est antidémocratique... Voter, c'est un droit civique (...) Il faut que ce soit dénoncé. » Selon elle, c'est la première fois qu'un tel amendement est voté. Elle estime que d'autres façons de faire pourraient être mises en place, comme un scrutin par internet ou encore être étalé sur quelques heures, un peu comme des élections provinciales ou fédérales.

La porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), Catherine Boudin, a réagi en mentionnant

que limiter l'accès à la salle à partir de la délibérante était un souhait de l'assemblée. « Il a été proposé de faire un vote omnivox (via internet) et un référendum, mais les deux options ont été rejetées. » Pourquoi ne pas prévoir un temps précis pour voter? Pourquoi ne pas faire comme des élections provinciales afin de s'assurer que tout le monde vienne voter? « En tant que membre du conseil exécutif, je n'ai pas à me prononcer là-dessus. C'est une décision de l'assemblée générale. La démocratie a parlé », répond la porte-parole.

6 La Tribune - Sherbrooke samedi 31 mars 2012

SONDAGE CROP - LA PRESSE

Pour la hausse... et la négociation

PASCALE BRETON

MONTRÉAL — Les Québécois appuient massivement le gouvernement dans sa volonté de hausser les droits de scolarité, mais ils en ont visiblement assez du conflit qui s'étire avec les étudiants, démontre un sondage CROP réalisé dans les derniers jours à la demande de *La Presse*.

Près des deux tiers (61%) des Québécois se disent d'accord avec la résolution du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans. À l'inverse, 39% des gens sont plutôt en désaccord ou totalement en désaccord avec cette idée.

Il s'agit d'un appui très solide pour le gouvernement Charest, estime le vice-président de CROP, Youri Rivest. «Compte tenu de la faible popularité du gouvernement dans les sondages, le fait que 61% des gens l'appuient est une très bonne nouvelle pour lui.»

Toutefois, autant de répondants (61%) pensent que le gouvernement doit négocier avec les étudiants. Même ceux qui appuient la hausse des droits de scolarité veulent, dans une proportion de 38%, que le gouvernement négocie les étudiants à la table de négociation.

«Les gens veulent une sortie de crise, conclut M. Rivest. Ils veulent que ça se règle. C'est

très québécois de ne pas aimer la chicane.»

La grève en est aujourd'hui au 46^e jour. Depuis une semaine, les étudiants ont multiplié les actions et les manifestations un peu partout dans la province.

Même les répondants qui sont contre la hausse des frais pensent, dans une proportion de 77%, que les étudiants devraient se montrer flexibles.

Le sondage a été mené auprès de 800 internautes les 28 et 29 mars, soit après que le premier ministre Jean Charest eut manifesté une timide ouverture à la bonification du programme d'aide financière aux études. Jeudi, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a pour la première fois laissé entendre qu'elle était prête à renouer le dialogue, à la condition que les étudiants renoncent à réclamer le gel des droits de scolarité. Depuis plusieurs mois, tant Mme Beauchamp que le ministre des Finances, Raymond Bachand, se refusaient à tout dialogue au motif qu'il n'y avait pas lieu de discuter avec des

gens qui ne veulent que le gel des droits de scolarité ou carrément la gratuité.

Les étudiants doivent faire des compromis

Si les Québécois sont fatigués du conflit, le sondage démontre par ailleurs qu'ils veulent aussi que les étudiants mettent de l'eau dans leur vin.

L'intransigeance dont certaines associations font preuve ne trouve pas d'écho dans la population. Certaines associations ont en effet voté pour la grève générale illimitée tant que le gouvernement n'aura pas totalement reculé sur la question de la hausse des droits de scolarité. Cette position reçoit très peu d'appuis: seulement 8% des Québécois sont d'avis que les étudiants ne devraient faire aucun compromis.

Une majorité (57%) pense plutôt que les étudiants devraient accepter de faire certains compromis. Même les répondants qui sont contre la hausse des frais pensent, dans une proportion de 77%, que les étudiants devraient se montrer flexibles. Enfin, le tiers des gens pensent que les étudiants devraient tout simplement accepter la hausse des droits de scolarité et rentrer en classe.

Les solutions

Comment le gouvernement devrait-il dénouer la crise? La première option, c'est la bonification du régime de prêts et bourses, croient 26% des répondants. Le premier choix d'un autre quart des répondants, c'est de soumettre les universités à une vérification comptable plus serrée.

Le vice-président de CROP voit là un message clair à l'intention des recteurs et des administrations des universités: «Les gens pensent qu'il y a un ménage à faire là-dedans.» Les pertes financières qu'ont essuyées les

universités dans des projets immobiliers qui ont mal tourné ainsi que les indemnités de départ et les salaires élevés que touchent des cadres et des recteurs semblent avoir marqué la mémoire des gens.

Parmi les autres propositions, une hausse moins marquée des droits de scolarité trouve écho chez 17% des répondants. Un Québécois sur six (15%) pense par ailleurs que les étudiants devraient rembourser leurs prêts et bourses s'ils ne travaillent pas au Québec une fois diplômés. (La Presse)



PHOTO LE QUOTIDIEN

Que pensez-vous de la proposition du gouvernement du Québec de hausser de 1625\$ sur cinq ans les frais de scolarité à l'université?

Tout à fait / plutôt d'accord	61%
Tout à fait d'accord	30%
Plutôt d'accord	31%
Plutôt / Tout à fait en désaccord	39%
Plutôt en désaccord	25%
Tout à fait en désaccord	14%

Le gouvernement devrait-il négocier avec les étudiants?

Oui	61%
Non	39%

Payer en fonction de son programme d'études

PASCALE BRETON

MONTRÉAL — Un futur médecin devrait-il payer davantage pour sa formation qu'un enseignant? Les deux tiers des Québécois croient que oui.

Près de la moitié (45%) des répondants au sondage estiment que les droits de scolarité devraient varier selon le coût réel de la formation reçue et l'espérance de revenu par la suite, et un Québécois sur

cinq (21%) croit que les droits devraient varier en fonction du domaine d'étude seulement.

Les deux propositions reçoivent donc l'approbation des deux tiers des répondants.

«Il y a une tendance de fond, actuellement: les gens sont de plus en plus d'accord avec l'idée de l'utilisateur-payeur», observe le vice-président de CROP, Youri Rivest.

Cette idée de moduler les droits de scolarité en fonction

des programmes a notamment été présentée dans des recherches du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), le gouvernement l'a rejetée.

Le sondage révèle toutefois que le quart des Québécois sont d'avis que les droits de scolarité doivent continuer d'être les mêmes pour tous, peu importe le programme ou le revenu que touchera plus tard le diplômé. (La Presse)

Nous **PAYONS** les TAXES

Du 29 mars au 15 avril

VENTE

PORTES & FENÊTRES

Laflamme

RONA

MATÉRIAUX J. ANCTIL

3110, Route 222
Saint-Denis-de-Brompton

819 846-2747

Télécopieur : 819 846-4100

www.janctil.com

MATÉRIAUX MAGOG

205, rue Centre
Magog

819 843-4441

Télic. : 819 843-9778

Sans frais : 1 800 668-4441

Accumulez vos milles de récompense Air Miles | Possibilité de financement

Sherbrooke samedi 31 mars 2012 - La Tribune 7



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

Il faut un débloccage

Après plus de quatre semaines de grève étudiante et, parfois, d'affrontements avec les forces de l'ordre, il est plus que temps que le gouvernement du Québec et les porte-parole des associations étudiantes amorcent un dialogue et tentent de ménager un compromis.

Le gouvernement Charest doit entendre l'appel de la Table des partenaires universitaires, un regroupement de syndicats d'enseignants et d'associations étudiantes, qui dénonçait hier l'absence de réel débat sur la nécessité de hausser les droits de scolarité et le pressant de négocier avec les étudiants.

C'est au gouvernement, et principalement à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, d'ouvrir la porte au dialogue avant que la situation ne dégénère ou que des éléments du mouvement étudiant se radicalisent. Jusqu'ici, elle s'est dite ouverte à discuter du programme des prêts et bourses.

Mobilisés comme jamais, les étudiants bénéficient d'après importants, notamment chez les syndicats d'enseignants, et vivent une expérience de démocratie directe.

Un sondage CROP/La Presse, publié ce matin dans La Tribune, démontre toutefois qu'une majorité de Québécois (61 pour cent) sont d'accord avec la hausse des frais de scolarité. Mais ils sont autant à souhaiter également que le gouvernement négocie avec les étudiants, tandis que 57 pour cent pensent que ces derniers devraient « faire certains compromis ».

On peut penser ce que l'on veut des sondages, mais celui-ci démontre à tout le moins que la population a une position somme toute modérée sur la question et souhaite un dialogue entre les parties.

La Tribune s'est déjà prononcée en faveur d'une augmentation progressive des droits de scolarité, mais alors que s'annonce une autre semaine mouvementée avec deux importantes manifestations à Sherbrooke, l'heure est au dialogue et à la recherche d'un compromis.

Hier, les associations étudiantes ont réitéré qu'il n'y aura pas de négociations sans parler de gel des frais de scolarité, tandis que la ministre Beauchamp a répété qu'elle ne négocierait pas avec les associations tant qu'elles maintiendront cette demande...

Bref, quelqu'un, quelque part, doit faire un premier pas. Et cela devrait venir du côté du gouvernement du Québec qui a la responsabilité d'assurer la paix sociale et de trouver une issue à ce conflit. Ce n'est pas parce que le gouvernement a annoncé sa décision il y a un an et demi qu'il doit refuser toute discussion aujourd'hui.

A moins bien sûr qu'il mise sur l'essoufflement du mouvement étudiant ou veuille attendre que des divisions éclatent au grand jour.

Il est inconcevable que les deux parties ne puissent se mettre d'accord pour au moins explorer certaines pistes de solution, qu'il s'agisse, par exemple, d'établir différemment la hausse des frais de scolarité de 1625 \$, actuellement prévue sur cinq ans, de moduler le montant des frais de scolarité et leur remboursement en fonction du domaine d'études ou de revoir le plafond de revenu des parents.

L'un des grands mérites de cette grève, qui a mobilisé plus de 200 000 étudiants jusqu'ici, a été de démontrer la nécessité d'un débat public sur l'accessibilité à l'éducation, le rôle des universités, leur gestion et leur financement. Il faut souhaiter que cela se fasse et plus tôt que tard.

Mais les cours doivent reprendre.

On ne pourra prolonger indéfiniment les semestres des cégepiens et des universitaires : il faudra payer les enseignants, sans compter que cela pourrait engendrer, ultimement, une pénurie de main-d'œuvre étudiante cet été.

L'impasse actuelle ne peut plus durer. Il faut éviter un enlisement du conflit et une détérioration du climat social.



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

Un plan pour les aînés qui veulent vieillir dans leur communauté

Dr Réjean Hébert,

J'ai pris connaissance de votre lettre ouverte publiée dans La Tribune libre, en date du 24 mars. À la lumière de vos propos, j'en conclus que vous êtes déçu. Oui, sans doute déçu — à la suite de la consultation publique sur les conditions de vie des aînés qui s'est terminée le 16 novembre 2007 — de ne pas avoir été en mesure de mettre en place d'imposantes et d'importantes actions largement demandées par les aînés et leurs proches.

Nous avons réussi le pari d'établir un audacieux Plan d'action pour contrer la maltraitance envers les aînés, 2010-2015 (20 M \$), et d'offrir des appuis aux proches aidants qui seront déployés sur tout le territoire du Québec d'ici la fin de 2012 (200 M \$).

Pour l'Estrie, sur une période de 10 ans, cela représente près de 7,3 M \$. D'ici la fin de l'année, 30 carrefours d'information pour les aînés (2,1 M \$) verront le jour. Vous saluez-vous, Dr Hébert, les aînés nous disaient qu'ils avaient un besoin criant

d'avoir accès plus facilement à l'information gouvernementale? De plus, nous avons augmenté substantiellement l'enveloppe pour soutenir les organismes communautaires (11,2 M \$). Nous consolidons le financement des maisons des grands-parents et nous ajoutons aux six maisons existantes, 12 nouvelles maisons pour que les aînés tissent des liens intergénérationnels.

Vous ne pouvez quand même pas renier votre alma mater, le Centre de vieillissement de l'Université de Sherbrooke. Un audacieux projet Villes amies des aînés nous avait été proposé le 19 octobre 2007, dans la capitale nationale. À ce jour, nous comptons 327 municipalités amies des aînés et d'ici 2016, c'est plus de 860 municipalités qui auront adopté des politiques avec et pour les aînés du Québec. (...)

Dans le dernier budget du ministre des Finances, Raymond Bachand, c'est un cadre financier de 2,7 milliards de dollars sur cinq ans qu'il propose, afin de lancer la politique Vieillir chez soi, qui se veut un changement de

paradigme. Cette politique est axée sur l'aspect socioéconomique lié aux services et aux soins en santé.

Je me serais attendue à ce que vous commentiez la politique une fois celle-ci déposée au lieu de la faire prématurément et sans réellement en connaître les tenants et les aboutissants.

Désormais, vous faites de la politique, Dr Hébert, et je veux vous rassurer. Je me suis engagée en politique pour faire avancer des dossiers de société et j'ai le privilège, depuis le dépôt du rapport de la consultation publique, soit depuis quatre ans, de mettre en place, jour après jour, des actions qui améliorent les conditions de vie de nos aînés. Je suis fière du travail accompli et il se poursuit. Si vous êtes honnête, vous reconnaîtrez que malgré des divergences idéologiques sur la nature du financement de certains projets, à la suite de la consultation publique sur les conditions de vie des aînés, plusieurs réalisations ont vu le jour et remportent un franc succès.

Marguerite Blais
Ministre responsable des Aînés

16 La Tribune - Sherbrooke samedi 31 mars 2012

Tous concernés par la hausse des droits de scolarité...

À Marcel, retraité, 72 ans :

Depuis quelques semaines, on nous présente comme des opposants. Moi, l'étudiant, on m'accuse d'être égoïste et d'en vouloir encore plus, toujours au détriment des autres. Votre poste, vous l'avez obtenu grâce à votre talent et vos efforts. Votre retraite, vous l'avez amplement méritée et je ne demande pas mieux que d'y contribuer, car vous avez fait votre juste part. De notre côté, nous soutenons que nos études aussi profiteront à tous et à toutes. Ce n'est pas contre vous que je fais la grève. C'est pour protéger le système que votre génération a mis en place en réponse aux injustices que crée un système d'éducation élitiste qui favorise toujours les plus aisés. On nous oppose pour nous diviser alors que nos aspirations sont les mêmes. Souvenez-vous!

À Fatimah, mère de famille, 30 ans :

Vous êtes arrivée depuis bientôt 10 ans au Québec. Comme la majorité des immigrants, votre mari et vous-mêmes cherchiez un lieu plus sécuritaire et un avenir prospère pour élever votre famille. Or, la hausse des frais de scolarité de l'ordre de 75 % vient ébranler la capacité de votre revenu familial à soutenir vos enfants pour leur scolarité universitaire. Et vous n'êtes pas seule. Pensez aussi aux autres ménages dans une situation semblable. Votre famille sera peut-être en sécurité loin des conflits, mais vos enfants auront-ils accès à l'éducation



«Ce n'est pas contre vous que je fais la grève. C'est pour protéger le système que votre génération a mis en place en réponse aux injustices que crée un système d'éducation élitiste qui favorise toujours les plus aisés. On nous oppose pour nous diviser alors que nos aspirations sont les mêmes. Souvenez-vous!»

postsecondaire pour laquelle ils travaillent si fort? Appuyez-vous!

À Michel, mécanicien, 47 ans :

Nous sommes tout à fait conscients que vous êtes celui auquel le gouvernement en demande toujours plus. Notre juste part, ce n'est pas à vous que nous voulons la refiler. On veut simplement l'assumer lorsque nous en aurons les moyens. Ce que nous voulons aussi, c'est

que le gouvernement assume ses devoirs et responsabilités. Il doit réviser sérieusement la gestion de notre système public et non s'en remettre à l'option facile d'imposer une hausse aux contribuables. C'est ça la réalité. Ce qui n'est pas la réalité, c'est le mythe de l'étudiant moyen constamment sur le party et insouciant de ses dépenses. L'étudiant moyen travaille toute la semaine dans ses livres et

doit boucler son budget en travaillant aussi les soirs et la fin de semaine. Soutenez-nous!

À Nathalie, mère monoparentale, 37 ans :

Plusieurs prétendent que les étudiants doivent assumer une plus grande part des frais de scolarité. Les étudiants, ne possédant pas les moyens d'assumer cette hausse seuls, doivent souvent s'en remettre au soutien

de leurs parents. Or, vous êtes la seule à subvenir aux besoins de votre enfant. Vous travaillez pour deux, vous êtes imposée, vous faites amplement votre part. Pourquoi alors le gouvernement n'est-il pas capable d'assurer une éducation abordable à votre enfant? Ralliez-vous!

À Alexandre, élève de troisième secondaire, 15 ans :

Tu veux devenir ingénieur, mais avec la hausse que le gouvernement a annoncée, le pas à franchir te semble énorme. Tu vas devoir envisager de t'endetter d'environ 15 000 \$ et plus pour poursuivre ton rêve, et ça, c'est au mieux, car il s'agit de l'endettement moyen d'un étudiant universitaire avant cette hausse. Malheureusement, rien n'assure que tes parents pourront t'aider à réaliser ton rêve. On t'a dit que tu pourrais t'en sortir en travaillant la fin de semaine et en remboursant tes dettes une fois diplômé. Là tu te sens étourdi : « travailler, payer, t'endetter, est-ce que je peux simplement étudier? » Ça en fait beaucoup pour un jeune de 15 ans n'est-ce pas? Est-ce que tu rêves encore? Parce que la hausse nous concerne tous!

Alexandrine Cardin-Dubé

Renaud Charland Grenier

Mylène Clavreul

Mathieu Cloutier

Maxime Soutière-Kucharski

Étudiantes à la maîtrise en études

politiques appliquées, Université

de Sherbrooke

Vicky Fleurent

Étudiante à la maîtrise en histoire,

Université de Sherbrooke

À la gloire des étudiants!

Hier matin vers 10 h 30, des employés s'affairaient à enlever la peinture dont on avait enduit le cenotaphe de la rue King Ouest.

Savez-vous ce qui me trouble dans le mouvement de contestation des étudiants? Certainement pas leurs revendications pour l'accès gratuit à l'instruction, car sur ce principe, je leur prête mon appui à 100 %!

Là où je n'en suis plus, c'est lorsque nos manifestations amènent certains individus à profaner des symboles reliés à des valeureux de société comme notre cenotaphe, élevé à la mémoire de nos anciens combattants.

Lorsque nous revendiquons des droits, il faut savoir que nous avons aussi des devoirs à pratiquer en commençant par le respect s'il vous plaît!

L'autre point que j'aimerais soulever sans vouloir généraliser cependant, c'est celui des prêts et bourses qui servent à payer les voyages dans le Sud à certains groupes d'étudiants pendant les semaines de relâche ou les congés des fêtes, etc. C'est ce que j'ai malheureusement été en mesure de constater de la bouche de certains étudiants devant les babillards de nos cégeps et universités que j'ai fréquentées pendant toutes les années 90 jusqu'à 2010.

La gratuité scolaire provient des taxes et impôts des



COLLABORATION SPÉCIALE
Judi matin, des cols bleus de Sherbrooke nettoyaient le cenotaphe de la rue King Ouest.

travailleurs et ne vise certainement pas de pareils comportements pour ceux et celles qui croient que tout leur est dû.

Si nos étudiants doivent avoir l'accès gratuit à l'instruction, le gouvernement, de son côté, doit voir à une distribution équitable et exclusive des argentés nécessaires à cet objectif.

Finalement, il n'est pas nécessaire de détenir un doctorat pour acquérir une conscience sociale empreinte de respect et d'honnêteté, aussi il serait temps que certains s'inscrivent au plus vite à cet apprentissage!

Pierre Des Rochers
Sherbrooke

Plier ou ne pas plier?

J'ai entendu un leader étudiant dire à la télévision que le gouvernement de M. Charest traitait les étudiants et étudiantes comme des enfants. Je ne puis me rallier à un tel jugement. Les représentants de nos associations, qui sont des adultes, ont quitté de leur plein gré la table des négociations et ce choix se devait d'être éclairé.

Il nous revient d'assumer les conséquences de ce geste. La fin de non-recevoir des responsables gouvernementaux n'est pas un geste punitif envers de jeunes récalcitrants, mais une attitude de respect devant une décision prise par des adultes. S'ils nous permettaient de revenir à la table des négociations pour recommencer l'exercice, ils nous traiteraient comme des enfants à qui on cède constamment parce qu'ils ne sont pas en âge de comprendre les mécanismes de la démocratie et que des essais répétitifs permettraient d'éduquer. Si jamais le gouvernement de M. Charest cède à la pression étudiante, cela sera-t-il un signe avant-coureur qu'il devra céder aussi devant la résistance des syndicats?

Ce serait, quant à moi, un désastre.

La gratuité dans quelque domaine que ce soit est un mythe. Nous devons payer pour



IMACOM, JESSICA GARNEAU
« Si jamais le gouvernement de Jean Charest cède à la pression étudiante, cela sera-t-il un signe avant-coureur qu'il devra céder aussi devant la résistance des syndicats? »

les services dont nous avons besoin, comme société et comme individu. C'est un constat que l'on fait à l'âge adulte. Manifester pour le gel des frais de scolarité ne mène à rien. Ce qu'il faut, c'est apporter des modifications au système de prêts et bourses pour qu'il soit bonifié et pour que son application touche ceux et celles qui en ont vraiment besoin. À partir de là, l'accessibilité à l'université sera ouverte à tous peu importe la condition sociale.

En terminant je me demande d'où viennent les fonds qui nous permettent de manifester avec autant de persistance et je m'inquiète de la manipulation possible par d'autres organismes qui pourraient profiter de nous pour défendre leurs propres intérêts. Ne soyons pas naïfs!

Louise Dazé

Retraîtée de l'enseignement et étudiante à l'Université de Sherbrooke

Basta. Ça suffit. Ça fera.

La Tribune, 2 avril 2012

Le gouvernement libéral doit dialoguer avec les étudiants.

Et il doit notamment le faire parce qu'actuellement, il est loin d'être à la hauteur du modèle ou de l'exemple auquel nous sommes en droit de nous attendre dans une démocratie digne de ce nom. L'exemple qu'il nous donne est celui de la rigidité, de la fermeture, de l'orgueil mal placé, du mépris, voire même de la condescendance. Il fait dans la basse politique, celle qui se réduit aux rapports de force alors qu'il a, devant lui, une masse enthousiaste qui cherche à faire vivre le politique, cet espace que les citoyens ont en commun et à travers duquel ils ressentent que leur vivre-ensemble n'est pas qu'une question de gestion, d'organisation et de rapports froids, mais bien un tout qui cherche une cohérence et une vision, un projet de société qui les portera.

Devant cette volonté de vouloir ce qui est le mieux, collectivement, il serait intéressant que le gouvernement cherche à rassembler plutôt qu'à opposer. J'imagine – et c'est le plus indécent – qu'il sait trop bien ce qui est exigé des étudiants, en ce moment. Il attend, patiemment, l'implosion. Cette stratégie a de quoi donner la nausée. Par son mutisme, il leur dit, en fait, « Débrouillez-vous! ». Il les regarde se scinder, se diviser, se radicaliser. Même s'il condamne la violence qui, parfois, est utilisée dans l'un des camps, il la laisse tout de même se produire. Et encore plus grave, il en est le premier utilisateur. Le silence est l'une des pires violences qui soit. En effet, ne pas répondre

à l'autre, l'ignorer, refuser de voir en lui un interlocuteur, c'est ne pas reconnaître la personne qu'il est, c'est – au plus fort – le réduire dans son humanité. Et en ce moment, c'est l'humanité de 300 000 personnes, au minimum, que le gouvernement ne considère pas. Et c'est « légèrement » désagréable.

Mais on peut tout de même le remercier pour quelque chose, le gouvernement. Grâce à son indifférence, tout autour de lui, les gens, eux, dialoguent, discutent, se confrontent, forment leur opinion, cherchent de l'information, essaient de comprendre ces enjeux complexes. La vie citoyenne s'active. Le gouvernement refuse de prendre part à cet exercice de pensée collective qui se déploie. Peut-être n'est-ce pas son rôle, de penser... pourtant, j'aurais cru. Du moins, j'aurais apprécié.

Voilà. Je crois que le gouvernement a suffisamment insulté l'intelligence qui s'est mise en œuvre pour lui signifier son désaccord. Il sera difficile de reprocher aux étudiants et à tous ceux qui les appuient et qui travaillent avec et pour eux, de ne pas avoir multiplié les efforts d'originalité et de créativité pour que l'oreille gouvernementale se tende et que la bouche qui lui est associée s'ouvre, enfin, pour dire : « Venez, on va se parler. Pour de vrai. »

Véronique Grenier

Professeure de philosophie

Cégep de Sherbrooke

Membre d'Estrée contre la hausse



La Tribune

« ON NE RECVLERA PAS »

BEAUCHAMP OUVRE LA PORTE À DES AMÉLIORATIONS AUX PRÊTS ET BOURSES, MAIS RESTE INTRAITABLE SUR LES FRAIS DE SCOLARITÉ

PAGES 2 À 5

ÉMOIS, ÉMOIS, ÉMOIS

L'excitation était à son comble, hier, dans l'ancien magasin Hart du Carrefour de l'Estrie, où les quatorze concurrents de *Star Académie* ont rencontré leurs fans sherbrookoïses pour une séance d'autographes. Dans une file interminable, plus de 1000 personnes, souvent venues en famille, attendaient patiemment, mais dans l'exaltation la plus totale, les quelques secondes qu'elles pourraient passer en compagnie de leurs nouvelles idoles. Elizabeth Fortin, Sandrine Voyer, Laurie Lapointe-Dupré, Andréanne Campagna et Kassilia Dupuis ont ainsi pu rencontrer leur favori, Olivier Dion.

PAGE 13



IMACOM, JOCELYN RICHENEAU



ARCHIVES LA TRIBUNE, MAXIME PICARD

IMACOM, MAXIME PICARD

Cette offre incomparable se termine **CE SOIR 21 h** NE LA MANQUEZ PAS!

Votre tout nouveau **SORENTO 2012** au meilleur prix au Québec:

21 990\$

5 Sorento en rabais exceptionnel de **3 755\$**

FLAMBYANT NEUF

21 990\$ inclut les taxes de transport et préparation. Rabais applicable sur achat complet ou finance à taux réglé des banques. Sujet à approbation. *Avec 5 ans de garantie. *Taxes en sus. *Prestige à la demande. *Quatre roues motrices.

5 ans de garantie

Kia Sherbrooke.com 4339, boul. Bourque, 819-563-3737

Kia Magog.com 2960, rue Sherbrooke, 819-843-3377

La CLASSE annonce un geste d'éclat



ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Alors que la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS) promet une manifestation « festive et familiale » mercredi dans la circonscription du premier ministre Jean Charest, la CLASSE promet pour sa part un geste d'éclat aujourd'hui.

« C'est une manifestation et une action. Je ne peux pas en dire plus sur la cible précise, parce que sa réussite en dépend », indique le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

Le rassemblement de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) est prévu à 14 h au parc Jacques-Cartier; environ 2000 personnes sont attendues. Le trajet emprunté par les manifestants n'est toutefois pas connu. « On ne donne jamais le trajet avec la CLASSE », note Marie-Danielle Larocque, secrétaire du conseil de grève au sein de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS).

« L'AECS a aussi pour

position de ne pas le donner. Il y a beaucoup d'étudiants qui craignent la répression policière. Ça fait en sorte qu'on a moins de visibilité parce que les policiers bloquent les rues, environ huit rues plus loin. Si on donne le trajet, c'est plus facile de nous prendre en guet-apens », note la militante. L'évènement est organisé en collaboration avec l'AECS et l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS (AGEFLESH). L'AECS s'occupera d'encadrer la participation des élèves des écoles secondaires l'Escale et La Ruche.

Peut-on s'attendre à des actions de désobéissance civile? « Je ne sais pas, on verra. C'est une manif-action. De là à dire qu'il y aura de la désobéissance civile, je ne sais pas. On ne veut pas que des gestes de violence soient commis, ça c'est sûr. » La jeune femme déplore que les étudiants aient été montrés du doigt pour le vandalisme du cénotaphe de la rue King Ouest, alors que l'identité des auteurs du méfait n'est pas officiellement connue.

Mercredi, des étudiants d'un peu partout au Québec, dont du Saguenay-Lac-St-Jean et de l'Abitibi, viendront

visiter le fief du député de Sherbrooke à l'occasion de la manifestation nationale organisée par la FEUS.

« C'est une manifestation et une action. Je ne peux pas en dire plus sur la cible précise, parce que sa réussite en dépend. »

La FEUS a fait connaître aux policiers le tracé qui sera emprunté. « On est conscient qu'il y a aura des élèves du secondaire, des familles... Ce qu'on veut, c'est que ça se déroule le mieux possible et qu'on soit visible », commente Guillaume Raymond, attaché politique à la FEUS. « Ça va être un évènement familial, festif, rassembleur. On est convaincu que ça va bien se dérouler. »

À l'image de la manifestation du 22 mars à Montréal, le mot d'ordre sera d'être pacifique, note la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.



LA PRESSE, ARCHIVES

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, attend plus de 2000 personnes à compter de 14 h aujourd'hui au parc Jacques-Cartier.

Des associations membres de la FEUQ participeront à l'évènement organisé par la CLASSE aujourd'hui? Quelques-unes devraient y assister, estime-t-elle.

Par ailleurs, les commentaires du premier ministre Jean Charest, qui a fait valoir que « l'avenir n'est pas dans le gel des droits de scolarité », a

fouetté les troupes étudiantes, hier.

« Si l'avenir n'est pas dans le gel des droits de scolarité, l'avenir n'est pas dans la hausse non plus! Le gouvernement dit qu'il ne négociera pas avec nous si on n'abandonne pas nos revendications: ce n'est pas de la négociation! » rétorque Marie-Danielle Larocque.

Un sondage publié ce week-end montrait que 61 % des gens appuient la décision du gouvernement d'augmenter les droits de scolarité. Marie-Danielle Larocque se montre sceptique face à ce que peuvent montrer les sondages. Autant de répondants (61 %) souhaitent que le gouvernement négocie avec les étudiants. Jean Charest a assuré hier que son gouvernement allait « défendre » son choix de hausser les droits de scolarité, « le seul choix possible pour l'avenir du Québec ».

« On ne lâche pas le morceau. Le mouvement étudiant est en feu, et ce n'est pas demain matin qu'on va s'arrêter. Il n'aura pas le choix de reculer », lance Marie-Danielle Larocque.

— Avec La Presse

QUI SONT-ILS ?

La CLASSE (Coalition large de l'Association étudiante pour une solidarité étudiante)

- > Créée de façon temporaire autour de l'ASSE pour lutter contre la hausse des droits de scolarité.
- > Ses associations membres ont adopté une position contre toute hausse des droits de scolarité, dans une « perspective de gratuité scolaire ».
- > Regroupe environ 90 000 étudiants, dont les membres de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS) et les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS.

La FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec)

- > Il regroupe 15 associations membres, soit quelque 125 000 étudiants. La FEUS en fait partie.
- > A été créée à la suite du dégel des droits de scolarité de 1989.
- > En faveur du gel des droits de scolarité.

La FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec)

- > Compte environ 23 associations et environ 80 000 membres.
- > En faveur d'un gel des droits de scolarité.



2 La Tribune - Sherbrooke lundi 2 avril 2012

La Tribune
 ADRESSE
 1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
 RÉDACTION: 819 564-5454
 redaction@latribune.qc.ca /
 téléc. 819 564-8098
 PUBLICITÉ: 819 564-5450 /
 téléc. 819 564-5482
 ANNONCES CLASSÉES:
 819 564-2222
 téléc. 819 564-5482
 ABONNEMENTS: 819 564-5466
 1 800 567-6955
 www.latribune.qc.ca

SOMMAIRE

Annonces classées	18 à 21
Arts et spectacles	13 et 14
Décès	21 et 22
Économie	15 et 16
Horoscope	20
Loterie	16
Monde	12
Mots croisés	20
Opinions	10
Sports	26 à 31

MÉTÉO

Alex, 7 ans
 École Vision

AUJOURD'HUI

DÉGAGEMENT LE MATIN

MAX.: 8° MIN.: -6°
 Lever du soleil: 6 h 25
 Coucher du soleil: 19 h 18

MARDI
 ensoleillé, max.: 8° min.: -6°

MERCREDI
 neige ou pluie, max.: 1° min.: -1°

Une nouvelle à nous communiquer...

819 564-5454

LE CLIN D'OIL DE STÉPHANE LAPORTE

Quelle est la différence entre Justin Trudeau et Jean Charest? Le premier a gelé son adversaire, le second l'a dégelé.



SI VOUS AVEZ UNE INFORMATION À COMMUNIQUER À NOTRE ÉQUIPE DE JOURNALISTES, ÉCRIVEZ À redaction@latribune.qc.ca OU APPELEZ AU 819 564-5454

La ministre et les étudiants campés

YVAN PROVENCHER
yvan.provencher@latribune.qc.ca

ASBESTOS — Une haie d'honneur d'étudiants encadrée d'une présence policière alerte attendait hier la ministre Line Beauchamp, l'invitée du brunch-bénéfice annuel de l'Association libérale du comté de Richmond. Tant pour la ministre que pour les étudiants, le discours était le même, « on ne lâchera pas ! »

« On ne reculera pas sur la hausse des frais de scolarité. »

La vingtaine d'étudiants venus de l'Université et du Cégep de Sherbrooke avait un message à livrer à la ministre: « Que le premier ministre, le ministre des Finances ou la ministre de l'Éducation soient à Asbestos où à Chibougamau, on va être là, nous ne lâcherons pas le morceau! » a martelé le porte-parole du groupe de manifestants, Renaud Giraudeau. « Le 4 avril à Sherbrooke, nous serons d'une manifestation d'importance. Nos préoccupations comme étudiants vont évidemment à l'éducation, mais également à l'enquête sur la corruption et à la protection de l'environnement. »

Parmi le groupe, on retrouvait le professeur de philosophie et président du syndicat du personnel enseignant du Cégep



La vingtaine d'étudiants venus de l'Université et du Cégep de Sherbrooke avait un message à livrer à la ministre: « Que le premier ministre, le ministre des Finances ou la ministre de l'Éducation soient à Asbestos où à Chibougamau, on va être là, nous ne lâcherons pas le morceau! »

de Sherbrooke, Steve McKay. « Comme la CSN, la Fédération nationale des enseignantes et enseignants a donné son appui à la lutte étudiante et on se mobilise en Estrie pour eux. La hausse des frais de scolarité aura des conséquences néfastes sur l'accessibilité à l'éducation. Nous sommes convaincus qu'il y a moyen de faire sans hausser les frais de scolarité. Un étudiant coûte 29 000 \$ par année

au Québec comparativement à 26 000 \$ en Ontario. Le problème n'est pas celui du sous-financement, mais de mauvaise gestion. Sherbrooke n'est pas en cette matière un cas exemplaire », a-t-il fait part.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'est dite sereine et sûre d'elle face à une décision qu'elle considère juste, une décision appuyée solidement par le premier ministre

et les membres du Conseil des ministres. Avec le sourire et bien calme, elle assure « bien dormir » dans la tempête. Devant l'assemblée présente à l'événement, elle affirme: « on ne reculera pas sur la hausse des frais de scolarité. »

Interrogée sur divers dossiers d'actualité, dont la mauvaise gestion de fonds publics de l'Université Concordia, les allocations salariales élevées de recteurs d'universités,

campagnes publicitaires très dispendieuses, primes de séparation jugées indécentes, dépenses élevées du 50e anniversaire de la Délégation du Québec à Paris, dépassements de coûts du système informatique du Curateur public, la ministre considère que son gouvernement est toujours en contrôle de ses dépenses. « Le Québec et la Colombie-Britannique sont les provinces identifiées comme gérant le mieux leurs dépenses, » réplique Line Beauchamp.

« Je suis à 100 % d'accord pour une meilleure gouvernance. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons des contrats signés avec les universités obligeant l'affectation de sommes à la recherche et à l'enseignement. Nous voulons diminuer le nombre d'élèves par classe, attirer des chercheurs avec des rémunérations comparables à celles de la fonction publique. Nous avons maintenant un pouvoir d'imposer des pénalités pour contrer les abus ou le non-respect des politiques, ce que j'ai d'ailleurs fait dans la dérive de l'Université Concordia. »

Peut-on dans certains cas ser- rer la vis? Oui répond la ministre. « On se doit aussi de mieux financer nos universités, un incontournable pour l'avenir du peuple du Québec. Après 32 ans de gel des frais de scolarité au cours des 42 dernières années, le coût de 26 % des frais pour un étudiant pour l'obtention d'un diplôme est maintenant de 12 %. Dans 5 ans, il sera de 17 %, une augmentation de 230 \$ en tenant compte de crédits d'impôt. Les étudiants doivent faire leur part. »

La ministre Beauchamp a conclu en adressant également un message aux étudiants. « On est ouvert à un dialogue sur l'accès aux études supérieures, une modification du système de prêts et bourses, mais non à la hausse des frais de scolarité », un message renouvelé.

« Le Québec est bien positionné pour son futur » Line Beauchamp défend son gouvernement

ASBESTOS — Devant un auditoire partisan au brunch-bénéfice des libéraux du comté de Richmond, le ministre des Affaires intergouvernementales, Yvon Vallières et son invitée, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ont livré hier à Asbestos, des discours mettant la table pour une prochaine campagne électorale.

Yvon Vallières qui compte 34 années de services à l'Assemblée nationale, jouit toujours d'une très grande popularité dans son comté. Pas moins de 21 maires du comté de Richmond parmi une nombreuse assistance étaient présents à ce brunch. Il s'est dit toutefois un peu nostalgique du fait que son comté sera amputé de 14 municipalités suite à l'adoption de la nouvelle carte électorale. Le nombre d'électeurs augmentera toutefois à 54 000 et plusieurs nouvelles municipalités s'ajouteront.

Sa collègue, la députée de Bourassa-Sauvé et ministre de l'Éducation, du Loisir et



Le ministre des Affaires intergouvernementales, Yvon Vallières et son invitée, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ont livré hier à Asbestos, des discours mettant la table pour une prochaine campagne électorale.

du Sport, Line Beauchamp, n'a pas manqué de saluer l'apport politique et le bon jugement du doyen de l'Assemblée nationale. Elle était la conférencière de l'événement, une présence appréciée, elle qui gère actuellement un épineux dossier au centre des préoccupations des étudiants et de toute la population du Québec.

La ministre qui est entrée

en politique en 1998, avec Jean Charest, a d'abord abordé le thème de la redistribution de la richesse, insistant sur le choix de son gouvernement d'augmenter les budgets en santé et en éducation. « Nous allons atteindre l'équilibre budgétaire en 2014-2015. On s'est très bien sorti de la crise financière. Le Québec est bien positionné pour son futur. Le produit intérieur

brut est déficitaire de 9 % aux États-Unis, 4 % en Europe, 2 % en Ontario, 1,8 % au Canada et 1 % au Québec. »

Relativement à la dette du Québec, Line Beauchamp considère qu'il y a de bonnes et de moins bonnes dettes. « Nos investissements réalisés au chapitre des infrastructures sont de bonnes dettes. La création d'emplois se porte bien, les perspectives sont encourageantes. Avec le Plan Nord, nous allons repousser nos frontières, améliorer nos marchés extérieurs. Nous voulons exploiter nos eaux et notre électricité d'une façon responsable et en gardant notre préoccupation du développement durable. »

Au chapitre de l'éducation, la ministre a réaffirmé son intention de poursuivre les investissements. « C'est la priorité pour la destinée du peuple québécois, le seul peuple francophone en Amérique du Nord. L'université, c'est le passeport pour l'avenir et on doit tous y faire une juste part, même les étudiants devront y mettre leurs efforts, » a-t-elle conclu.

— Yvan Provencher

Sueurs froides au CHUS

D'autres organisations s'inquiètent moins de l'arrivée tardive des étudiants cet été

FRANÇOIS GOUGEON
francois.gougeon@tribune.qc.ca

SHERBROOKE — La grève étudiante qui s'étire commence à donner des sueurs froides aux gestionnaires du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, qui comptent sur ces jeunes pour combler les besoins durant l'été.

« Comme les étudiants et finissants vont rentrer plus tard à cause du prolongement de leurs sessions de cours, c'est une situation qui nous complique la vie, surtout en matière de soins infirmiers », admet Sylvie Vallières, du service des communications au CHUS.

Ainsi, tant les candidates à l'exercice de la profession d'infirmière, les externes et les auxiliaires ne pourront pas entrer vers la mi-mai comme à l'accoutumée, afin de recevoir la formation requise pour remplacer

les employés réguliers pour leurs vacances estivales. « On a un portrait préliminaire et la situation est suivie de près, mais on est déjà sûr que cela aura un impact et qu'il faudra réorganiser les choses pour les soins aux patients », résume Mme Vallières.

Dans le cas des infirmières qui diplômèrent cette année, la situation va être délicate, car le CHUS ne pourra recevoir dans le délai requis les notes finales d'examens et autorisations qui suivent de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ). Bref, ça s'annonce problématique, d'autant plus qu'une organisation aussi complexe que le CHUS a besoin de temps pour réorganiser de tels dossiers.

L'été dernier, en soins infirmiers seulement, le CHUS a embauché 76 finissants et 60 étudiantes de deuxième année.

Moins d'inquiétude ailleurs

Ailleurs toutefois, on ne sent pas vraiment d'inquiétude, comme du côté de la Ville de Sherbrooke, qui embauche à l'été quelque 300 étudiants, surtout des ordres universitaire et collégial et un peu du secondaire.

« Ce n'est pas tant la grève que la rareté des ressources disponibles dans des types d'emploi très rares ou très spécialisés qui nous complique davantage la vie. En termes de nombre, pour les 310 emplois étudiants disponibles, on devrait recevoir en tout 2400 demandes. La grève va certainement nous demander un plus grand exercice de logistique, par exemple moduler des postes si le candidat espéré ne peut être libéré, car il est en prolongement scolaire, mais on ne sera pas en situation de crise », résume François Jobin, des ressources humaines.

Il a rajouté qu'une bonne

proportion d'étudiants sont requis à la fin de juin, dans l'animation des camps de jour et des activités aquatiques et qu'à ce moment-là, les écoles devraient normalement être fermées.

Dans le domaine récréotouristique, qui constitue également une source importante d'emplois étudiants à l'été, le directeur général de Tourisme Cantons-de-l'Est, Alain Larouche, estime qu'il est trop tôt pour mesurer l'impact.

« La situation est différente d'avant, dans le sens où les étudiants travaillent maintenant à l'année dans différentes entreprises et plusieurs d'entre eux prennent même des vacances à l'été. Chose certaine, personne dans l'industrie ne m'a fait part d'inquiétude face à leurs besoins de main-d'œuvre en raison du prolongement des cours à cause de la grève étudiante », soumet M. Larouche.

Même son de cloche dans le secteur agroalimentaire et forestier.

« Il y a des emplois saisonniers d'été dans la production maraîchère, dans les fermes laitières, pour l'entretien des arbres de Noël et ainsi de suite. Mais de toute façon, comme les Québécois ne sont pas trouvables pour ces secteurs et qu'il faut déjà recourir à la main-d'œuvre immigrante, je ne vois pas l'impact à la grève étudiante. C'est sans oublier que des étudiants comme ceux du CRIFA et du Cégep de Victoriaville, qui sont justement dans des concentrations agricoles, ne sont pas en grève et pourront être disponibles comme à l'accoutumée. En tout cas, je n'ai pas eu de commentaires des producteurs agricoles à l'effet que la grève étudiante les inquiétait », a livré le président de l'UPA Estrie, François Bourassa.

SUR LA REPRISE DES COURS AU CÉGEP DE SHERBROOKE

Pas de négociations avant la fin du conflit

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@tribune.qc.ca

SHERBROOKE — Aucun scénario ne peut être établi pour la reprise des cours au Cégep de Sherbrooke tant que le conflit ne sera pas réglé.

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont reconduit dans une proportion de 60,7 pour cent la grève jusqu'au 11 avril prochain.

Le président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPÉCS-CSN) Steve McKay, explique qu'un plan de contingence des cours pourra être mis en place une fois que le nombre de jours de grève à reprendre sera connu. Ce dernier croit qu'il n'y a pas de date limite pour la reprise des cours outre celle de la fin de leur contrat de travail des enseignants le 15 juin.

« Nous allons tout faire pour accommoder la reprise de ces cours. Cependant, la qualité de notre enseignement est une valeur non négociable », soutient M. McKay.

La Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ), en congrès la semaine dernière, a adopté une résolution selon laquelle aucun pourparler officiel sur la reprise des cours ne doit être fait tant que le conflit ne sera pas résolu avec les étudiants.

« Nous n'avons pas l'obligation d'enseigner au-delà du 15 juin. Il devient complexe de tenir des cours de soir et il n'est pas question que des cours soient repris les fins de semaine. Un certain aménagement pourrait être fait lors



IMACOM, MAXIME PICARD

Il est trop tôt pour établir des scénarios pour la reprise des cours au Cégep de Sherbrooke, alors que les étudiants ont reconduit dans une proportion de 60,7 pour cent la grève jusqu'au 11 avril.

de journées d'étude prévues au calendrier », rappelle Steve McKay concernant les paramètres de reprises.

Ce dernier croit que chaque jour supplémentaire de grève accentue la pression sur le gouvernement libéral de Jean

Charest.

« La fin de ce conflit sert dans la cour du gouvernement. Il doit s'asseoir avec les étudiants

et négocier. Pour notre part, nous avons donné notre appui à la lutte étudiante », soutient M. McKay

Luc Godbout plaide pour l'accessibilité

CLAUDE PLANTE
claude.plante@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les étudiants devraient peut-être un peu moins s'énervier et le gouvernement de Jean Charest pourrait tenter d'être plus imaginaire en ce qui concerne les droits de scolarité. Autrement dit, tout le monde a un peu raison et un peu tort à la fois.

« Les étudiants les plus pauvres ne sont pas pénalisés par cette augmentation. »

C'est l'analyse que fait Luc Godbout, professeur et chercheur à la chaire de fiscalité et de finances publiques de l'Université de Sherbrooke, de la présente bataille que se livrent le mouvement étudiant et Québec.

Il ne se dit pas totalement contre la hausse des droits de scolarité. « Le gouvernement doit maintenir la hausse jusqu'en 2016-2017, mais reprendre le dialogue avec les étudiants sur la base du maintien de l'accessibilité », dit-il.

« Quel est l'impact réel de la hausse des droits de scolarité? Les étudiants les plus pauvres ne sont pas pénalisés par cette augmentation. Je soupçonne le mouvement étudiant de ne pas trop en parler à leurs membres. »

S'ils refusent de dialoguer avec le gouvernement sur l'accessibilité, « les étudiants devront se défendre devant l'opinion publique », souligne-t-il.

« On doit garantir l'accès à l'université aux étudiants issus de la classe moyenne inférieure. Le régime de bourses a été partiellement revu en ce sens. Pour les étudiants bénéficiant du prêt maximal sans pouvoir bénéficier de bourses, une allocation spéciale majeure leur prêt de la

même valeur que l'augmentation des droits de scolarité, laissant inchangé, dans leur cas, le coût immédiat de leurs études. Toujours en vue d'assurer leur accessibilité, le gouvernement a également assoupli la contribution parentale. »

Québec pourrait aussi revoir la formule de remboursement des prêts. Pourquoi ne pas demander aux diplômés la même proportion du revenu une fois sur le marché du travail? Par exemple, 10 pour cent sur une période de douze ans. Les médecins rembourseraient plus rapidement que les travailleurs disposant d'un salaire moins élevé.

Au bout de l'échéance de douze ans, le gouvernement se chargerait de prêt. « Certains vont dire que plusieurs ne voudront pas travailler pour éviter de rembourser leur prêt », mentionne M. Godbout. Ça se peut, mais habituellement, on va à l'université pour travailler par la suite. »

« Les étudiants ayant de bons salaires après leurs études remboursent plus vite leurs prêts que ceux ayant des salaires plus modestes. Après le nombre déterminé d'années, quoiqu'il advienne, toute dette étudiante n'ayant pas encore été entièrement remboursée serait annulée. »

Il demeure plus payant de poursuivre des études supérieures, affirme le spécialiste. Celui qui commence à travailler après un secondaire cinq, par exemple, reçoit un salaire immédiatement, contrairement à celui qui continue à aller à l'école. Mais une fois diplômé, ce dernier pourra jouir d'un salaire plus élevé pendant plusieurs années.

Celui qui ne fait pas d'études supérieures risque de travailler à petit salaire toute sa vie, mais l'autre pourra amasser jusqu'à un million \$ de plus jusqu'à la retraite, fait-il remarquer. « C'est mieux que de jouer à la loterie! »

Carré rouge sur la Saint-François



IMACOM, MAXIME PICARD

Autre geste téméraire et pour le moins révélateur de la détermination des étudiants contre la hausse des frais de scolarité: des gens ont placé un carré rouge bien en vue sur la croix située sur la petite île Mena'sen, située au beau milieu de la rivière Saint-François. La semaine dernière, le symbole de la lutte étudiante et citoyenne contre la hausse avait été installé sur la croix du mont Bellevue. Encore ce week-end, des étudiants ont posé de nombreux gestes afin de dénoncer la hausse annoncée par le gouvernement de Jean Charest. Plusieurs d'entre eux se sont notamment rendus au Carrefour de l'Estrie dans le but de jouer les statues face au magasin Hart.

Semaine de manifestations et de reconduction

ISABELLE PION
isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Plusieurs associations étudiantes de la région se mobilisent en prévision de la manifestation nationale de mercredi. À l'Université de Sherbrooke, les étudiants des cycles supérieurs sont conviés en assemblée générale aujourd'hui afin de se prononcer sur la tenue d'une grève mercredi.

Le Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS (REMDUS) a été tenu d'organiser cette assemblée à la suite du dépôt d'une pétition, explique le président du REMDUS, Charles Tessier. Le REMDUS regroupe environ 7000 étudiants. Le vote portera sur une journée de grève mercredi, en appui à la manifestation nationale.

Plusieurs assemblées de

reconduction sont aussi prévues cette semaine. Avant de prendre part à la manifestation aujourd'hui, les membres de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'UdeS (AGEFLESH) devront voter sur la reconduction ou non de la grève. Les quelque 2000 étudiants sont en grève depuis le 5 mars et renouvellent le mandat de semaine en semaine. Ils s'apprentent à

entamer aujourd'hui leur cinquième semaine de boycott des cours. Les étudiants de la faculté d'éducation seront de nouveau conviés en assemblée générale jeudi.

D'autres associations de l'UdeS tiendront aussi des assemblées en prévision d'une journée de grève mercredi.

Ce sera notamment le cas des étudiants de droit, qui se réuniront aujourd'hui pour voter.

Le groupe Estrie contre la hausse promet d'être présent, cette semaine, lors des manifestations organisées par les mouvements étudiants. Le mouvement a maintenant de nouveaux appuis, avec la création d'un collectif de professeurs de l'Université de Sherbrooke, qui s'oppose aussi à la hausse des droits de scolarité. L'annonce de ce nouveau groupe devrait être faite sous peu.

Sherbrooke lundi 2 avril 2012 - La Tribune

5

La Tribune

La proposition Paquin passe difficilement le test au conseil municipal

À L'ARRACHÉ

PAGES 2, 3 ET 8

IMACOM, FREDERIC CÔTE

Toujours l'impasse, mais pas de casse



IMACOM, RENÉ MARQUIS

Les policiers de Sherbrooke craignaient les débordements, hier, alors que plus de 2000 étudiants réunis sous l'égide de la CLASSE s'étaient donné rendez-vous à Sherbrooke, question de marquer leur opposition aux hausses annoncées des frais de scolarité dans la circonscription du premier ministre qui les a adoptées, Jean Charest. Les manifestations ont bien entraîné quelques perturbations à Sherbrooke, particulièrement sur les grandes artères, mais le tout s'est déroulé sans casse.

PAGES 4 À 6



Économie

Cascades met la main sur trois autres usines en Ontario

PAGE 17

SAILOR EXP
 Importations Italiennes en EXCLUSIVITÉ
 Boutique *Rejan Mode*
 134, rue Wellington Nord
 www.rejanmode.com

TL 2012
 PAIEMENT MENSUEL **388\$** /MOIS
 TAUX DE LOCATION **1,5%** /36 MOIS
 COMPTANT **6 400\$** OÙ ÉCHANGE ÉQUIVALENT

MDX SH-AWD 2012
 PAIEMENT MENSUEL **488\$** /MOIS
 TAUX DE LOCATION **0,5%** /36 MOIS
 COMPTANT **9 200\$** OÙ ÉCHANGE ÉQUIVALENT

LE LUXE à tous les niveaux

PRECISION ACURA SHERBROOKE
 4900, boul. Bourque, Sherbrooke • 819 564-8909

ACURA DEVANT.

Le message passe sans casse

ISABELLE
PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Alors que les policiers se préparaient au pire, la manifestation organisée par la CLASSE a entraîné quelques perturbations à Sherbrooke, mais s'est déroulée sans casse, hier. Les perturbations se sont surtout fait sentir sur les grandes artères, où la foule estimée à 2000 personnes selon les services policiers s'est fait entendre. L'événement s'est terminé par un blocage temporaire des intersections du boulevard de Portland et Industriel, et un peu plus loin à l'intersection de Portland et Pépin, dans le parc industriel.

Les actions de visibilité ont commencé vers midi et demi à Hydro-Sherbrooke, où des manifestants ont bloqué l'accès de l'édifice de la rue Roy (voir autre texte). Le parc Jacques-Cartier, lieu de rassemblement, a commencé à s'animer peu après. La foule a entamé la marche vers 15 h, après que plusieurs intervenants eurent pris la parole. Les manifestants, composés tant d'étudiants, de groupes communautaires que de syndicats, ont fait un arrêt à proximité du bureau du premier ministre Jean Charest.

L'événement n'a entraîné aucune arrestation et aucun constat d'infraction, rapporte le porte-parole du Service de police de Sherbrooke (SPS), Martin Carrier. « Ça s'est déroulé dans le bon ordre. C'était des manifestants agités, mais pacifiques », commente-t-il. En cours de route, le groupe s'est divisé lorsque des manifestants ont décidé d'encadrer l'entrée de l'hôtel Delta. Ce geste a d'ailleurs entraîné de la confusion, plusieurs personnes ne sachant pas si elles devaient poursuivre leur route ou rester. Un contingent a



IMACOM, FREDERIC CÔTÉ

« L'avenir n'est plus dans les mains du gouvernement, il est dans nos mains », a plaidé Olivier Mercier, un des porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke.



IMACOM, FREDERIC CÔTÉ

Selon les chiffres du Service de police de Sherbrooke, environ 2000 personnes ont pris part à la manifestation organisée par la CLASSE, hier.

poursuivi son chemin en direction du Carrefour de l'Estrie, puis jusque dans le secteur du parc industriel, où il s'est immobilisé environ une demi-heure.

« Le gouvernement n'écoute pas la population. Le débat actuel reste stagnant. »

La Coalition large de l'Association syndicale pour une solidarité étudiante (CLASSE) entend multiplier les activités de perturbation. Alors que la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS) organise une manifestation nationale demain, la CLASSE tiendra des manifestations simultanément dans d'autres villes. « Le gouvernement n'écoute pas la population.

Le débat actuel reste stagnant. Ce qui ne change pas, c'est le taux d'insatisfaction envers ce gouvernement-là », a fait valoir Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE. Les porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), Olivier Mercier et Marie-Danielle Larocque, ont promis que la manifestation du 22 mars n'était qu'un début. « L'avenir du Québec n'est plus dans vos mains, il est dans les nôtres », a lancé Olivier Mercier à l'intention du gouvernement.

Des élèves des écoles secondaires l'Éscale et La Ruche ont joint le mouvement, hier. « On veut s'impliquer nous aussi parce que c'est notre futur. On pense à ceux qui vont venir après... » commente Jérémie Doyon, un élève de cinquième secondaire de l'Éscale. Les droits de scolarité doivent

augmenter de 1625 \$ sur cinq ans à l'automne. Son camarade Oskari Tulkki regarde l'actualité défilé avec un œil intéressé: le jeune homme vient de Finlande, où l'accès à l'université est gratuit. Le Finlandais est à Asbestos dans le cadre d'un échange scolaire. « On paie aussi beaucoup de taxes, souligne-t-il. Je trouve ça génial que mes parents n'aient pas à mettre de l'argent de côté pour mes études. »

Étudiantes en travail social au Cégep de Sherbrooke, Marilyn Lamarche, Stéphanie Malo et Sophie Desrochers se disaient motivées par l'ampleur de la contestation. « Je suis ici pour la défense de nos droits, ce qui est à la base de la condition de vie des gens », explique Marilyn. Les jeunes femmes trouvaient important de s'investir dans cette cause pour que les opposants à la

hausse des droits de scolarité soient en nombre important. « Personnellement, même si une session est retardée, je suis prête à perdre une session pour que les générations à venir aient accès à l'éducation », lance Marilyn. « Ça prend des gens qui se sacrifient », renchérit Stéphanie.

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke sont en grève jusqu'au 11 avril. Les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS ont prolongé la grève jusqu'à mardi prochain, hier, tandis que les étudiants des cycles supérieurs ont dit non à une journée de grève demain. Notons qu'environ 1200 des étudiants du Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat (REMDUS) sont déjà en grève. Les étudiants de droit ont pour leur part voté en faveur d'une journée de grève demain.

Pause forcée chez Hydro-Sherbrooke

SHERBROOKE — Des employés d'Hydro-Sherbrooke ont eu une journée de travail écourtée, hier, en raison de la présence de manifestants qui bloquaient l'édifice de la rue Roy.

Selon Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE, il s'agit d'une initiative ponctuelle d'un petit groupe de personnes. Les manifestants sont arrivés vers midi et demi, empêchant ainsi les employés de rentrer au travail après le dîner.

Selon Michel Côté, chef de

section chez Hydro-Sherbrooke, environ 25 personnes n'ont pu retourner au boulot. L'édifice regroupe environ 150 employés, dont quelque 70 employés de bureau. Beaucoup d'employés n'ont pas été touchés puisqu'ils se trouvaient sur la route. La direction a donné la consigne à ses travailleurs en attente de quitter vers 14 h 45, et les manifestants sont partis vers 15 h, selon M. Côté. Quelques employés déplorait l'attitude des étudiants, jugeant que de

telles actions risquaient de diminuer leurs appuis. D'autres disaient comprendre la cause défendue et ne s'offusquaient pas de ce moyen de pression. « Ça ne fait pas de mal à personne », a commenté un employé.

L'objectif de bloquer l'accès à Hydro-Sherbrooke s'inscrivait dans les actions de perturbation économique de la CLASSE.

« Notre objectif était de perturber les activités à Hydro-Sherbrooke. Les employés

pouvaient sortir, mais nous les empêchions de rentrer au retour du dîner. Nous voulions perturber l'activité économique à Sherbrooke », explique Camille Toffoli, l'une des porte-parole étudiante de l'UQAM.

La Société de transport de Sherbrooke (STS) a pour sa part fait savoir que des trajets et des horaires ont été perturbés.

— Isabelle Pion
Avec la collaboration
de René-Charles Quirion

Des étudiants sortent des rangs

Quelques centaines de manifestants bifurquent vers les bureaux de Jean Charest



RENÉ-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Quelques centaines d'étudiants sont sortis des rangs de la manifestation de la CLASSE pour se rendre aux bureaux de circonscription du premier ministre du Québec.

Si le centre des Congrès avait été transformé en forteresse alors que des barrières métalliques avaient été érigées pour empêcher les manifestants de passer, une petite brèche par l'entrée principale de l'hôtel Delta les a attirés.

Pendant que la majorité des manifestants empruntaient le boulevard Lionel-Groulx pour se rendre sur le boulevard de Portland, une fraction s'est dirigée vers les bureaux du premier ministre en passant par le stationnement du Delta.

L'unité de contrôle de foule du Service de police de Sherbrooke qui attendait les manifestants s'est rapidement déplacée et a été rejointe par celle de la Sûreté du Québec. Lors du face à face, près de 80 policiers des deux escouades antiémeutes vêtus d'armure, de casques et de boucliers bloquaient le passage aux étudiants.

Les étudiants ont fait face pacifiquement aux policiers pendant près de trente minutes en scandant des slogans avant de rejoindre la manifestation principale.

Mouvement spontané

« Notre cible première était le bureau du premier du Québec. Je suis venu de Montréal pour participer à cette manifestation. C'est un mouvement de foule spontané qui s'est dirigé vers le bureau de Jean Charest. C'est une injustice flagrante d'augmenter les frais de scolarité de 75 pour cent sur cinq ans. Jean Charest et sa gang négligent les étudiants. Toute cette répression policière est injustifiée. C'est de la provocation », estime un étudiant prénommé Benoit qui étudie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Des étudiants du Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu faisaient une chaîne humaine devant les policiers.

« On se tient les uns avec les autres. Il était logique de se rendre au bureau de Jean Charest. Nous nous sommes fait entendre de façon pacifique », estime un cégépin du groupe de la Montérégie.

« C'est certain qu'il faut déranger un peu, mais nous sommes demeurés pacifiques malgré l'ampleur de la foule. Nous nous battons pour un enjeu démocratique important. Chaque personne de plus

incite une autre personne à être là », rappelle un étudiant du Cégep Lionel-Groulx, David Patenaude.

Le porte-parole du SPS Martin Carrier explique que ce scénario où les étudiants tentaient de les contourner était planifié.

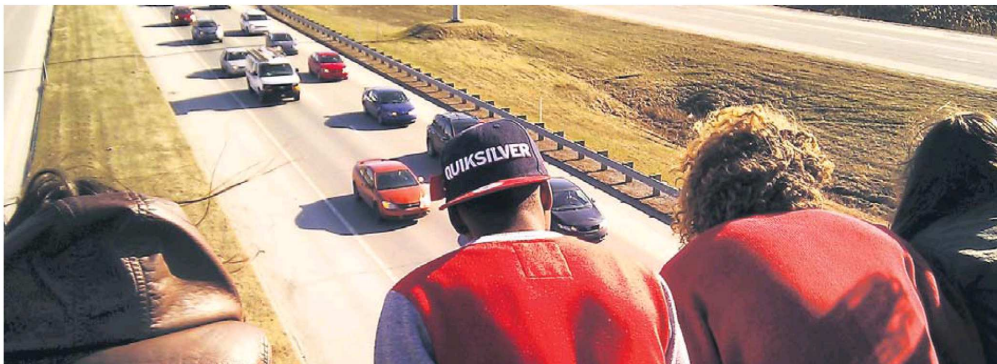
« Nous ne connaissons pas l'itinéraire de cette foule de plus de 1500 personnes. Nous avons élaboré plusieurs scénarios dans notre plan de commandement unifié avec la Sûreté du Québec. Les unités de contrôle de foule étaient prêtes à s'ajuster aux actions des étudiants. Ces derniers étaient bruyants, agités, mais sont demeurés pacifiques », souligne l'agent Carrier.

La manifestation dans les rues de Sherbrooke s'est déroulée sous escorte policière même si le trajet ne leur avait pas été communiqué. Un hélicoptère a suivi les manifestants tout l'après-midi. Les policiers ont aussi dû bloquer l'accès à l'autoroute 410 à partir du boulevard de Portland étant donné le risque que des étudiants tentent de la bloquer.



IMACOM, RENÉ MARQUIS

Parmi les quelques centaines d'étudiants sortis des rangs de la manifestation de la CLASSE pour se rendre aux bureaux de circonscription du premier ministre du Québec, quelques-uns étaient manifestement équipés pour affronter les policiers.



IMACOM, RENÉ MARQUIS

Les policiers ont bloqué l'accès à l'autoroute 410 à partir du boulevard de Portland étant donné le risque que des étudiants tentent de la bloquer. Les étudiants ont dû se résoudre à attirer l'attention des automobilistes à partir du viaduc.

Des appuis précieux

SHERBROOKE — À plusieurs endroits sur le parcours de la manifestation étudiante, des citoyens saluaient le passage des manifestants en arborant le carré rouge d'appui à leur cause.

À la sortie du parc Jacques-Cartier, Lucille Montmigny et Robert Julien assistaient au départ de la manifestation organisée par la CLASSE.

« Je pense que l'éducation est une valeur importante et que l'endettement ne l'est pas. J'ai un fils qui va bientôt finir ses études avec des dettes. Le gouvernement devrait couper un peu sur les enveloppes brunes et penser davantage aux besoins des étudiants », estime

Mme Montmigny.

Louise, une citoyenne de Sherbrooke, accueillait les étudiants sur la rue King Ouest.

« Ces jeunes, c'est notre relève. Une société doit préserver ses acquis en matière de santé, d'éducation et garder les garderies accessibles. Les gouvernements augmentent les frais de scolarité et ne paye pas assez ses éducatrices en garderie, c'est inacceptable », estime cette résidente de Sherbrooke.

Suzanne Deneau a suivi la manifestation avec sa fille de sept ans.

« Ma plus grande est au Cégep. La bataille qu'ils ont entreprise consiste à mieux répartir la

richesse. Cette hausse est de trop », estime Mme Deneau.

Ricky Lewis de la FTO-Estrie participait à la manifestation.

« C'est un débat de société qui se déroule. Le premier ministre doit débattre avec les étudiants. C'est inacceptable qu'il ne les écoute pas. C'est la classe moyenne qui risque de payer pour cette hausse et priver ses enfants d'un accès à l'éducation supérieure », estime M. Lewis.

Le PALQ

Des citoyens de Sherbrooke qui ont décidé de fonder un nouveau parti politique ont profité de la manifestation pour faire connaître leur option. Le Parti

anti-libéral du Québec souhaite favoriser le vote stratégique pour faire tomber le gouvernement Charest aux prochaines élections.

« Nous avons ciblé une quarantaine de comtés, dont celui de Sherbrooke, où un vote stratégique pourrait faire en sorte que le Parti libéral du Québec ne soit pas reporté au pouvoir. Nous voulons dire haut et fort ce que les autres partis ne disent pas notamment en matière de corruption. Nous allons demander à la population de voter pour le candidat qui peut battre celui du PLQ », explique l'un des deux fondateurs de ce parti, Jacob David.

— René-Charles Quirion

À 500 pas du cul-de-sac



LUC LAROCHELLE
PERSPECTIVES

luc.larochelle@latribune.qc.ca

L'annonce d'un coup d'éclat laissait présager un peu de casse. Au contraire, la marche étudiante d'hier a été menée avec classe. Juste assez énigmatique, sans jamais franchir les barrières de l'exagération et de l'inacceptable.

Prenez les coiffeuses réunies au Delta. Comme les autres clients de la Place des congrès, elles avaient été prévenues de possibles perturbations. Elles sortaient de la salle en milieu d'après-midi et jetaient furtivement un oeil à la fenêtre. Puis, elles retournaient en vitesse à leur séance de formation, curieuses de voir si les professeurs auraient le temps de compléter la coupe nouvelle tendance ou s'ils devraient écouter avec une coupe en biseau en raison de l'arrivée

des manifestants. Aucune figurante n'est sortie avec une coupe en angles biscornus.

L'unité de contrôle de foule du Service de police de Sherbrooke (SPS) a pris place devant l'édifice abritant le bureau de circonscription du premier ministre Charest dès que la foule a quitté le parc Jacques-Cartier. Celle de la Sûreté du Québec était terrée dans un local inoccupé voisin de la Banque Royale.

Les leaders du cortège se sont brièvement immobilisés devant la Place des congrès, mais ils ne se sont jamais engagés à l'intérieur du périmètre où les policiers avaient érigé des barricades avec chaînes et cadenas comme mur de rétention.

« On avance, on ne recule pas », scandaient avec enthousiasme les

manifestants en grimpaient la côte du boulevard Lionel-Groulx, en direction du Carrefour de l'Estrie.

Le SPS a alors momentanément été pris de court. Les automobilistes détournés de manière préventive de King vers Portland à la hauteur de la rue Don Bosco sont allés se river le nez dans l'autre trappe étudiante. La cohue à l'intersection Des Chênes et Des Érables a été un bon test de patience.

Une poche de manifestants ayant décidé, elle, de s'arrêter à Place des congrès, elle a occupé l'artillerie lourde de la police. Le coup d'éclat aurait alors pu être d'investir le centre commercial et de l'occuper.

Auriez-vous vu un *sitin* de 300 ou 400 étudiants dans les allées principales du Carrefour de l'Estrie au lendemain de la manifestation d'exaltation des *fans de Star Académie*? Il n'aurait pas aisé pour les policiers d'intervenir. Les militants de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CLASSE) ont choisi de ne pas défier ainsi les forces de l'ordre. Sages comme des images, je vous dis.

La seule présence dans le Carrefour de quelques dizaines de jeunes porteurs du carré rouge après la marche a incité la direction à demander des renforts jusqu'à la fermeture des commerces.

« Les étudiants ont eu un comportement irréprochable. Par contre, comme je ne savais combien d'entre eux entreraient dans le Carrefour et que nous n'avons pas les effectifs suffisants en matière de sécurité, j'ai sollicité une présence policière », a expliqué le directeur Michel Roy. Le parc industriel était dans la mire. Il y a eu des détours causés par la fermeture de deux bretelles autoroutières, des ralentissements de circulation sauf qu'encore là, les gestes perturbants n'ont pas eu la rigidité de précédentes manifestations.

« Ayez l'ouverture de vous tasser et de me laisser rentrer à la maison après ma journée d'ouvrage », a plaidé Cécile Grenier, une des travailleuses de l'usine The Color Group.

Avec l'aide d'un policier, celle-ci a réussi à faire entendre raison aux quelques étudiants qui lui bloquaient le passage. En s'immobilisant à

l'extrémité du boulevard de Portland, le convoi étudiant n'avait plus que 500 pas à franchir pour finir dans un cul-de-sac. Il a dû rebrousser chemin pour revenir au point de rencontre des autobus. Est-ce prémonitoire de ce qui attend le mouvement étudiant?

« La métaphore est exagérée. Politiquement, notre mouvement ne s'essouffle pas et la détermination reste la même », de répondre Izabeau Legendre, venu de Québec pour cette manifestation.

« La symbolique de revenir sur ses pas s'applique autant au gouvernement qu'à nous s'il veut résoudre le conflit » de renchérir sa copine.

« Je suis de Sherbrooke et ça m'a frappé aussi que la marche étudiante prenne fin à cet endroit. C'est un détail auquel les organisateurs auraient du penser », de réagir Vicky Poirier.

« Ce fut tout de même une belle démonstration de citoyenneté » de tempérer Geneviève Lafleur, une mère ayant accompagné sa fille étudiante depuis Lac-Mégantic.

Vous avez raison, Madame. Une citoyenneté défendue avec civilité.

POUR METTRE FIN AU PIQUETAGE

Un étudiant réclame une injonction

ALEXANDRE ROBILLARD
LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Après avoir combattu pour que les femmes et les enfants puissent accéder à l'éducation en Afghanistan, un ex-militaire a réclamé d'urgence une injonction de la Cour supérieure, hier, pour empêcher le piquetage de ses collègues étudiants de l'Université Laval.

Laurent Proulx, âgé de 24 ans, a affirmé au juge Bernard Godbout qu'en le privant de l'accès à ses cours, le mouvement de grève brime ses droits et va lui causer un préjudice.

Présentant sa requête sans avocat devant sept procureurs de l'Université Laval, d'associations étudiantes et du corps professoral, M. Proulx a déclaré que toute reprise de cours au-delà du calendrier prévu lui sera inaccessible en raison d'un engagement envers un employeur.

Sans autres ressources financières que son revenu, M. Proulx a affirmé qu'il devra impérativement travailler dans un commerce de sa région, le Centre-du-Québec, pour payer la hausse des droits de scolarité que contestent les grévistes.

L'étudiant libre, actuellement inscrit à trois cours, craint aussi que le mouvement de protestation compromette sa demande d'admission en droit.

« Il y a urgence parce que personne ne sait jusqu'ou ça va

aller, a-t-il dit au tribunal. C'est pour éviter un préjudice irréparable, pour moi et des centaines d'étudiants. »

Il a soutenu que les associations étudiantes agissent illégalement, car le droit de grève relève plutôt du Code du travail. Il estime aussi que l'Université Laval ne respecte pas son contrat, le plan de cours distribué en début de session, qui prévoyait un horaire désormais perturbé.

M. Proulx a déploré qu'il ait été « solidarisé de force » dans un mouvement qui brime à son avis ses droits.

Lors d'un point de presse qui a suivi les débats devant le juge, qui rendra sa décision aujourd'hui, M. Proulx a établi un parallèle entre son travail comme militaire en Afghanistan, en 2007 et 2008, et sa démarche devant le tribunal.

« Une des questions qui m'a permis d'arriver à la réflexion qu'il y avait un point de droit avec ça, c'est que moi j'ai mis ma vie en jeu pour que des femmes et des enfants afghans puissent accéder à des écoles (sans) la coercition d'une cause sociale ou d'une idéologie », a-t-il dit.

« Et là, je reviens au Canada essayer de m'instruire avec les économies que j'ai faites, pour devenir un meilleur actif pour la société, et là on me dit: nous on a une cause sociale juste à défendre, donc tu n'as pas accès



Une grande quantité de peinture rouge a été répandue sur la façade d'un immeuble de l'est de Montréal dans lequel se trouvent des bureaux du ministère de l'Éducation. Le méfait survenu à la rue Fullum s'est produit à une heure encore inconnue, probablement dans la nuit d'hier.

à l'éducation. C'est quelque chose que je dénonce. »

M. Proulx est inscrit à deux cours de sciences politiques, suspendus du 19 au 26 mars dernier, et un d'anthropologie, un département où les étudiants ont voté un mandat de grève amorcé sans interruption depuis le 14 février.

L'avocat représentant l'Association des étudiants en sciences sociales, Félix-Antoine Michaud, a fait valoir qu'il n'y a aucune

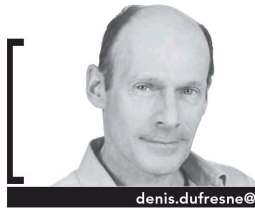
urgence à mettre fin au piquetage, puisqu'il n'y a aucun risque d'annulation des cours.

Selon l'avocat, l'Université Laval a annoncé la reprise des cours en vertu de son droit de modifier ses horaires dans des situations exceptionnelles comme un débrayage.

L'avocate représentant l'association des étudiants d'anthropologie, Marie-Claude Saint-Amant, a souligné que

les préjudices de M. Proulx sont incertains et hypothétiques, puisque la suite du mouvement de grève est encore difficile à prédire.

Du côté de l'Université Laval, l'avocat représentant l'institution, Sylvain Lepage, a affirmé que compte tenu de la durée de l'interruption des cours en anthropologie, les risques d'annulation de session sont plus grands dans ce département.



**DENIS
DUFRESNE**
ÉDITORIAL

denis.dufresne@latribune.qc.ca

Faire mieux avec moins

Est-il possible de faire mieux avec moins?

C'est le pari que fait le Comité de chantier « Services de proximité et gouvernance » en proposant de réduire de 19 à 15 le nombre de conseillers municipaux, en unifiant les services des loisirs et des parcs et en redéployant certains services municipaux dans les bureaux d'arrondissements.

De plus, le nombre de directeurs d'arrondissement passe de six à trois.

Selon le document adopté par la peau des dents hier soir par les élus municipaux, ces mesures devraient permettre une économie annuelle de 1,2 million \$, tout en favorisant une meilleure accessibilité aux services pour les citoyens, notamment l'amélioration du traitement des plaintes avec une ligne téléphonique « 311 ».

Mais ces mesures sont-elles suffisantes et dignes d'une véritable réforme de l'administration municipale?

Car ceux et celles qui souhaitent l'abolition des conseils d'arrondissements et leur transformation en points de services pour les citoyens, par souci d'économie et de dégraissage de l'appareil administratif municipal, ou à tout le moins une diminution de leur nombre, seront déçus et... surpris puisque le comité avait écarté ces scénarios dès le début de ses travaux.

Le maire Bernard Sévigny avait pourtant indiqué au cours de la dernière année que les conseils d'arrondissement, en tant que structures politiques, pourraient disparaître (mais pas les territoires d'arrondissement), estimant qu'il était anormal que seuls quelques citoyens assistent aux rencontres mensuelles alors que ces structures engendraient des coûts administratifs (greffe, secrétariat, etc.).

De plus, même avec un conseil municipal de 16 élus (15 conseillers et un maire), la Ville de Sherbrooke aura encore un rapport « citoyens/élus » plus élevé que celui d'agglomérations plus peuplées, notamment Longueuil et Québec.

En préservant les structures politiques des arrondissements, le comité vise évidemment à épargner la

susceptibilité des anciennes municipalités de banlieue, particulièrement Bromptonville et Lennoxville, tout en améliorant l'accès aux services, mais il accouche d'une réforme plutôt timide.

L'industrie du mensonge

Les compagnies de tabac viennent de démontrer, sans le vouloir, jusqu'où peuvent aller certaines grandes entreprises pour échapper à leurs responsabilités et cacher la vérité.

Après avoir nié pendant des décennies les méfaits de la cigarette sur la santé des fumeurs, dont le cancer, les compagnies de tabac ont carrément détruit, avec le concours de leurs avocats, des documents internes et des études scientifiques compromettantes, afin d'éviter que ceux-ci puissent être utilisés devant les tribunaux et, éventuellement, leur éviter de devoir verser des milliards \$ en dédommagement aux fumeurs.

Ce sujet est au coeur des recours collectifs entendus à Montréal ces jours-ci contre les compagnies de tabac, dont le quotidien *La Presse* faisait état hier, et rappelle un jugement rendu en 2006 aux États-Unis à la suite d'une poursuite intentée par le gouvernement américain contre les fabricants de cigarettes.

La juge Gladys Kessler avait alors notamment reproché aux avocats de l'industrie d'avoir organisé la destruction de documents afin qu'ils ne puissent être utilisés contre elle devant les tribunaux.

Visiblement, le même scénario s'est reproduit au Canada.

On peut toujours trouver un peu curieux que des fumeurs et d'ex-fumeurs intentent un recours collectif contre les compagnies de cigarettes, comme s'ils ignoraient que le tabac est dommageable pour la santé ou n'avaient pas entendus les avertissements répétés des professionnels de la santé, mais l'attitude des cigarettiers est inimmuable.

Quant à celle des avocats impliqués dans ce dossier, elle souève bien des questions sur leur sens de l'éthique et de l'imputabilité devant la vérité et la justice.

Plus de 2000 étudiants manifestent devant les bureaux de Jean Charest à Sherbrooke



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

TRIBUNE LIBRE

La solidarité

Entre le film d'Agnieszka Holland *Sous terre*, basé sur un fait vécu à la fin de la dernière Guerre mondiale, la chronique de Chantal Guy (*La Presse*, 24 mars) sur la conscience et la responsabilité sociale et le mouvement étudiant actuel sur le boycottage des cours contre la hausse des frais de scolarité, il y a un lien à faire avec l'individualisme humain.

D'abord le film polonais montre, comme le souligne Marc-André Lussier (*La Tribune*, 24 mars), «[...] comment la nature humaine peut facilement être détraquée.»

Chantal Guy traite de l'opinion facile exprimée anonymement en soulignant, eu égard à la manifestation étudiante du 22 mars, «[...] nous avons vu des gens dire tout haut ce qu'ils ne pensent pas tout bas, dans une démonstration bien plus efficace que l'opinion : l'action.»

Et le mouvement étudiant actuel qui est en train de soulever une question fort pertinente d'un choix de société à faire.

Il y a actuellement une action à la fois individuelle et

collective sous forme d'engagement qui pourrait justifier, comme le roman *La Peste* de Camus, notre humanité écrasée par l'absurdité dans ce néo-libéralisme qui écarte de plus en plus les pauvres des riches!

Je n'en reviens tout simplement pas que des étudiants et des étudiantes n'aient pas au moins l'éthique de respecter une décision prise démocratiquement en assemblée pour se solidariser avec le mouvement actuel de boycottage des cours dont l'unique but est de faire reculer un gouvernement libéral qui ne sait pas prioriser ses investissements financiers!

Qu'il faille prendre l'option de vider des classes pour éviter qu'un groupe subisse un échec parce qu'un autre groupe se présente à un cours est un bel exemple de cet individualisme que je qualifie d'égoïste pour ne pas dire d'un manque flagrant d'éthique face à la démocratie!

Guy Vézina
Étudiant à la maîtrise en Études du religieux contemporain

Faites d'abord votre ménage

Le sujet de l'heure : l'augmentation des frais de scolarité est-elle justifiée ou non?

Selon moi et bien d'autres, le gouvernement ne fait pas le ménage dans sa propre cour. Les privilèges qu'il accorde, le citoyen toujours ciblé pour payer plus, l'argent des taxes et des impôts distribué trop souvent de façon contestable et bien plus encore font que le peuple en a assez et se lève pour protester.

Selon moi,
le gouvernement ne
fait pas le ménage
dans sa propre cour.

Quand verra-t-il du changement dans la manière de dépenser?

Réjane Fautoux
Stanstead

10 La Tribune - Sherbrooke mardi 3 avril 2012

Existe-t-il une meilleure démocratie?

Récemment, en tant qu'exécutante pour l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), j'ai reçu une plainte concernant le type de démocratie que nous pratiquons depuis longtemps : la démocratie directe. Des étudiants et des étudiantes affirmaient que leur droit d'expression avait été brimé par une condition au vote. Pourtant, cette mesure visait à améliorer la qualité de la consultation de la population... et avait elle-même été votée à forte majorité par l'Assemblée. Ainsi, me voilà coincée entre deux visions de la démocratie réclamée simultanément par nos membres.

D'abord, je vous dois des explications au sujet du mot « démocratie », car il y a deux façons pratiquement opposées de donner le pouvoir au peuple : par représentation ou directement.

Dans la culture populaire, la démocratie en est une « représentative », qui demande à tous de se rendre aux urnes au quatre ans pour élire un individu qui décidera en leur nom; la pyramide du pouvoir habituelle a la majorité de la population comme base ayant peu d'autonomie et quelques élus (ministres, députés...) avec un pouvoir décisionnel comme sommet.

À l'inverse, la démocratie directe pratiquée par l'AECS pose l'Assemblée générale composée de tous ses membres comme instance souveraine suprême, et les élus sont plutôt des exécutants,



Lors du vote pour la reconduction de la grève au Cégep de Sherbrooke, certains membres étudiant au Cégep de Sherbrooke ont affirmé avoir été brimés par la démocratie directe.

avec bien peu de liberté. La pyramide du pouvoir est ainsi inversée, ce qui, nous croyons, favorise une démocratie entière.

Voici comment, plus en détail, certains membres étudiant au Cégep de Sherbrooke ont affirmé avoir été brimés par la démocratie directe : comme l'Assemblée générale désirait, en grande majorité,

un vote éclairé précédé d'un débat, les membres ont décidé que pour avoir le droit de vote, chaque individu devait assister à la délibérante (période de la réunion durant laquelle la question qui passera ensuite au vote est construite collectivement pas les membres). C'est pourquoi les personnes qui avaient quitté la salle et qui ne reve-

naient pas avant le début de la délibérante, pour quelque raison que ce soit, se voyaient refuser le droit d'entrer et de voter. Certains d'entre eux se sont plaints du système en nous rappelant que le droit de vote est un droit fondamental, et que rien ne devrait discriminer un votant d'un autre.

Au nom du conseil exécutif de l'AECS, j'aimerais répon-

dre à cette accusation par une autre : pourquoi les gens ayant quitté ne savaient-ils pas qu'ils ne pourraient pas revenir? Comme cette procédure a été décidée très tôt dans l'assemblée, cela signifie que ces membres n'ont pas écouté l'ensemble ou presque des interventions, malgré que presque 500 nouvelles personnes (comparativement aux dernières assemblées) auraient pu s'exprimer. Je soulève donc le point : est-ce l'Assemblée qui a ignoré quelques individus... ou l'inverse? Dans le même sens, passer outre un vote fortement majoritaire d'une Assemblée de plus de 2000 personnes pour permettre à quelques-uns d'aller aux urnes, ne serait-ce pas de léser 2000 droits de vote plutôt que quelques-uns?

En conclusion, j'utilise ma voix pour poser le problème concret de la démocratie moderne, dans laquelle nous sommes si nombreux que la logistique empêche (peut-être) la démocratie directe d'être celle qui prévaut partout. Rappelons-nous que si l'Assemblée de tous les citoyens avait pu prendre position sur chaque décision du gouvernement, le combat qui est présentement celui des étudiants et étudiantes n'aurait sûrement pas lieu d'être.

Amélie Guilbault

Exécutante responsable aux affaires internes
AECS

Entendez nos voix, Messieurs Charest

Jour après jour, des voix s'ajoutent au concert contre l'attaque du gouvernement Charest envers un droit fondamental dans une société démocratique, celui de l'égalité des chances à s'éduquer. L'Association des professionnels de l'enseignement du français au collégial (APEFC), organisme qui regroupe plusieurs centaines de professeurs, souhaite ajouter sa voix à ce concert qui a donné le coup d'envoi à une réflexion sur les outils essentiels à la préservation de notre santé démocratique.

Les universités québécoises feraient face à un problème de financement? De gestion? Les deux, peut-être? Quoi qu'il en soit, le gouvernement Charest devra bien réfléchir à la problématique coûteuse devant laquelle est placée toute la société québécoise dans ce contexte de crise.

Pauline Marois propose d'organiser un sommet avec la communauté universitaire, les employeurs et la société civile pour discuter de la question des droits de scolarité. Se souvient-elle des États généraux sur l'éducation tenus en 1996, sous la gouverne du Parti québécois



ARCHIVES, LA TRIBUNE

Jean Charest

de Lucien Bouchard?

Les commissaires, dans leur rapport final, y décriaient l'école du XXIe siècle et consacraient deux chapitres à l'égalité des chances. On observait alors que bien que le pourcentage des jeunes qui obtiennent un diplôme d'études secondaires ait augmenté entre 1982 et 1995 de 55,8 % à 74,5 %, « la situation des jeunes d'origine sociale modeste n'avait pas

changé de façon notable ». Ce premier problème ne semble pas encore résolu.

Les commissaires exprimaient aussi, dans un autre chapitre consacré aux études supérieures, leur scepticisme quant à la capacité des étudiantes et étudiants de faire face à une hausse des droits de scolarité à l'université, craignant qu'elle ne vienne en compromettre l'accessibilité. « Nous sommes d'avis, disent-ils, qu'un exercice de rationalisation doit être fait avant que l'augmentation des droits de scolarité ne puisse être considérée comme la solution de dernier recours qu'elle devrait être. Les deux situations établissent un lien entre l'origine économique de l'élève et la fréquentation scolaire. »

Quand on connaît le refus du MELS d'intervenir lorsqu'un cégep ou une université évince un haut dirigeant au prix de centaines de milliers de dollars de prime de départ, il y a fort à parier que l'exercice de rationalisation est encore à faire et place le Ministère en bien mauvaise posture pour décréter que les étudiants doivent payer leur juste part.

Surtout quand on sait qu'au début des années 1990, après la décision du gouvernement de Robert Bourassa d'augmenter les frais de scolarité, les universités connurent « une baisse de plus de 26 000 inscriptions en cinq ans » comme le rappellent les sociologues de l'UQAM Pierre Doray et Amélie Groleau.

Si le gouvernement Charest estime que l'investissement dans le secteur minier est rentable économiquement, il semble sous-estimer le fait que l'investissement dans celui de l'éducation est aussi rentable démocratiquement qu'économiquement. Les étudiants ont donc une corde de plus que le gouvernement à leur arc et la ligne de front n'est pas prête à céder. Les libéraux menacent la paix sociale en faisant fi de la pression des étudiants, de mieux en mieux soutenus par la population.

Monsieur Charest, vous nous appelez « les électeurs »; nous vous appelons à écouter. Entendez nos voix, Monsieur, c'est votre devoir.

Daniel Loiselle,
Enseignant
APEFC
Cégep de Sherbrooke

Agissements légaux ou moraux?

J'enseigne au Cégep de Sherbrooke et je croise plusieurs étudiants en grève. Nombreux sont ceux qui se plaignent du manque de neutralité des assemblées auxquelles ils participent.

Les étudiants me signalent que la maîtrise des procédures du Code Morin et les manœuvres de couloirs empêchent la tenue d'un vote libre et accessible. Par exemple, le refus de procéder par un vote électronique, la précipitation aux micros des partisans de la grève finement préparés pour mobiliser le temps de parole, le refus de laisser rentrer des étudiants pour le vote, des étudiants houspillés quand le commentateur enoncé va à l'encontre de la grève...

Leurs agissements sont sûrement légaux mais par ailleurs, sont-ils moraux? J'en doute.

Denis Pelletier
Enseignant
Cégep de Sherbrooke

**POUR TOUT SAVOIR
LISEZ La Tribune**

La Tribune



IMACOM, CLAUDE POULIN

Trois étudiants en génie, Gabriel Derome, Mathieu Albert et Guillaume Foucault, s'amusaient sur le campus de l'UdeS, hier, à la veille de la manifestation qui rassemblera entre 5000 et 10 000 étudiants à Sherbrooke.



LA PRESSE, ALAIN DECARIE

Longueuil
Le bar de Patrick Huard fait faillite

PAGE 25

Avions de combat F-35

Le vérificateur blâme Ottawa

PAGE 11

LE TEMPS PRESSE

L'UdeS évalue différents scénarios pour sauver la session d'hiver PAGE 3

LE GRAND RENDEZ-VOUS CHEZ LE PREMIER MINISTRE PAGE 4

FINANCER LES UNIVERSITÉS AUTREMENT
Des professeurs proposent des pistes de solution PAGE 5

SAILOR EXP
MARINEWEAR

Importations Italiennes en EXCLUSIVITÉ

Boutique **Rejan Mode**

134, rue Wellington Nord
www.rejanmode.com



La fièvre du printemps chez Suprem Automobile

Grande vente de véhicules d'occasion BMW et MINI en inventaire!



Obtenez **4 mois gratuits** ou un rabais équivalent (maximum de 2 500 \$).

TAUX DE FINANCEMENT À PARTIR DE **0,9%**

- Série 3, 5, 7
- Utilitaire
- Cabriolet
- Mini Cooper

Suprem Automobile
Sherbrooke 819.821.9272
www.supremautomobile.com

OUVERT samedi * Informez-vous auprès d'un de nos conseillers pour tous les détails de cette offre unique.

SESSION EN PÉRIL À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Plusieurs scénarios à l'étude

ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Les étudiants devraient en savoir un peu plus au cours des prochains jours sur le sort de leur session. L'Université de Sherbrooke planche actuellement sur différents scénarios qu'elle doit faire connaître sous peu. « Je suis inquiète. En ce moment, ça s'en vient critique », a commenté la vice-rectrice aux études de l'UdeS, Lucie Laflamme, hier.

Envisage-t-on une annulation des cours? « De façon administrative, ce n'est pas évident à prononcer. Comme on n'a pas levé nos cours, on ne peut pas parler d'annuler. » Une mention « incomplet », par exemple, serait une hypothèse qui a été soulevée. Mais les mesures étudiées par l'institution varient d'une faculté à l'autre, parce que la durée du conflit diffère d'une faculté à l'autre. Certaines d'entre elles ne sont pas en grève générale. « On ne peut pas décider d'une mesure mur à mur, ce sera faculté par faculté, voire même cours par cours. »

« Plus le temps passe, plus c'est difficile »

« On est en dialogue presque constant avec les facultés », dit-elle en soulignant que c'est le cas avec les facultés où le boycott se poursuit depuis plus longtemps, dont la faculté des lettres et sciences humaines. « Ça ne se fait pas sans conséquence », estime Mme Laflamme.

Il y a deux semaines, l'UdeS soutenait qu'il n'était pas question de prolonger la session d'hiver, qui doit se terminer le 27 avril. L'UdeS a notamment des contrats à respecter, par exemple avec des chargés de cours dont les contrats se terminent à date fixe. Interrogée sur cette question, Mme Laflamme précise que l'UdeS sera en mesure de dévoiler les différents scénarios sur la table d'ici quelques jours. Chose certaine, fait-elle valoir, les contraintes sont nombreuses, notamment avec la gestion des locaux.

« Plus le temps passe, plus c'est difficile », souligne-t-elle.

Sur le campus, les questions sont nombreuses. Certains étudiants ont des examens prévus la semaine prochaine et n'ont pour l'instant pas de matière. Ils ignorent si les examens auront lieu comme prévu.

Par ailleurs, l'UdeS a annoncé une levée des cours entre midi et demi et 15 h 30, aujourd'hui, en prévision de la manifestation. La direction dit avoir pris cette décision en fonction du nombre de personnes attendues et par mesure de sécurité. Lucie Laflamme souligne qu'il pourrait être difficile



IMACOM, CLAUDE POULIN

L'université de Sherbrooke évalue actuellement plusieurs scénarios afin de sauver la session d'hiver sans empiéter sur les vacances estivales. La vice-rectrice aux études, Lucie Laflamme, a indiqué hier que l'UdeS sera en mesure de dévoiler les différentes options sur la table d'ici quelques jours.

de circuler sur le campus, à compter de 9 h 30, en raison de la foule attendue.

Et pour les stages qui

viennent à la fin de la session? « Tant et aussi longtemps qu'on ne sait pas quand les étudiants vont rentrer, on ne sait pas

quand ils vont partir en stage », répond Mme Laflamme. « Je suis très inquiète. On a beaucoup d'inconnu (...) C'est un

La marge de manoeuvre est mince

PASCALE BRETON

MONTREAL — Le temps presse. Plusieurs administrations d'université et de cégep voient arriver le 10 avril avec appréhension. Pour plusieurs, c'est la date butoir pour sauver le semestre d'hiver sans empiéter sur les vacances estivales.

« On commence à être inquiet, particulièrement pour les cinq cégeps qui enregistrent cinq semaines ou plus de grève », indique la porte-parole de la Fédération des cégeps, Caroline Tessier. La semaine prochaine sera une « période cruciale et charnière », ajoute-t-elle.

Des grèves ont toujours cours dans la moitié des 46 cégeps.

La marge de manoeuvre dont disposent les administrations est mince. Elles sont tenues par la loi d'offrir 82 jours de cours et d'évaluation. Les professeurs doivent aussi bénéficier de deux mois de vacances estivales réparties sur une période de deux mois et demi.

« C'est ce qui est préoccupant. Comment allons-nous réussir à reprendre ces cours si le boycottage se poursuit indéfiniment? », indique Mme Tessier.

Après Pâques, le conflit risque

d'entrer dans une phase où les conséquences seront importantes, surtout pour les étudiants et cégepiens, a mis en garde hier la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

« Ça va être des semaines d'enfer pour reprendre tout ce qui doit être repris pour diplômé et pour que le diplômé représente toujours la qualité attendue de la formation », a noté Mme Beauchamp.

Au contraire, avec un mouvement qui compte toujours entre 190 000 et 200 000 étudiants et élèves en grève, ce n'est pas le moment d'abandonner, croit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FEECQ), Léo Bureau-Blouin.

« C'est notre rapport de force, acculer le gouvernement au mur quant à la reprise des cours parce qu'on sait très bien qu'il ne peut pas les annuler. »

Demain, la grève durera depuis 52 jours, soit la durée de la grève de 2005. Elle risque de coûter cher, surtout si des cours devaient être repris le week-end.

Les conventions collectives des professeurs ne prévoient en effet pas de cours le week-end.

Les membres de la Fédération nationale des enseignants du

boycott fait en gruyère; les mesures vont être appliquées en gruyère. »

Au Cégep de Sherbrooke, si l'on tient compte des 22 jours de grève prévus jusqu'au 11 avril, la direction estime que la session actuelle pourrait se terminer autour du 19 juin, notamment en réaménageant la plage horaire. La direction discute avec le Syndicat du personnel enseignant (SPECS). Mais il s'agit d'un scénario hypothétique, puisqu'on ne sait pas quand le boycott prendra fin. Normalement, la session aurait dû se terminer le 18 mai.

Pour le moment, la session d'été est seulement retardée (des cégeps ont annoncé son annulation), mais le temps commence à presser. « Si les étudiants restent une semaine supplémentaire, je ne sais pas comment on va faire. On va commencer par régler la session d'hiver », commente Marie-Claude Dupoy, conseillère en communication au Cégep.

En 2005, la prolongation de la session avait coûté près de 36 000 \$ au Cégep, principalement pour les nouveaux contrats que la direction a dû signer avec les enseignants.

Les cégepiens avaient fait la grève pendant 21 jours, du 25 février au 6 avril. La session avait alors dû être prolongée jusqu'au 17 juin, plutôt que de se terminer en mai. Des étudiants de partout dans la province avaient alors manifesté contre la réforme de l'aide financière aux études.

entrent en classe ce matin, ceux du collège de Maisonneuve et du cégep Édouard-Montpetit ont convenu hier de maintenir la grève jusqu'à ce que le gouvernement présente une offre. Quelque 77000 étudiants et cégepiens de 49 associations sont aussi dans cette situation.

Les étudiants et le gouvernement sont encore loin d'une entente. Aucun dialogue n'a cours.

Si une entente de principe est conclue, il faudrait encore plusieurs jours avant que la grève ne se termine puisque les organisations étudiantes devraient alors consulter leurs membres sur une proposition. (La Presse)

Sherbrooke mercredi 4 avril 2012 - La Tribune

3

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com USCS# 177202430 Int#00 000000
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW



ARCHIVES LA TRIBUNE

Des milliers d'étudiants sont en grève au Québec actuellement.

Vous pourriez au moins les écouter

Madame la ministre de l'Éducation, Monsieur le premier ministre,

Mon message est celui d'une mère d'un garçon de 21 ans qui en est à sa dernière session au Cégep de Sherbrooke.

Le cégep que fréquente mon fils est en grève depuis le 1^{er} mars dernier. Madame la ministre, Monsieur le premier ministre, nous sommes d'accord. Nous sommes d'accord que le moyen de pression qu'ont choisi nos jeunes pour se faire entendre n'est peut-être pas le meilleur. J'en sais quelque chose. Je suis de celles qui ont été en grève pendant quatre mois comme personnel de soutien à l'Université de Sherbrooke. Mais voilà, c'est le moyen qu'ont choisi nos jeunes pour se faire entendre.

Je peux toutefois vous dire, Madame la ministre et Monsieur le premier ministre, que mon temps passé sur un coin de rue pendant quatre mois m'a fait réaliser beaucoup de choses. Je sais aujourd'hui que le simple geste de s'asseoir et

de discuter aurait certainement changé le cours de l'histoire.

Madame la ministre, Monsieur le premier ministre, nos jeunes d'aujourd'hui ce sont eux qui vous élisent, ce sont eux qui vous choisissent. Moi, personnellement, je peux vous dire qu'à 52 ans, je ne crois plus au père Noël.

Vous nous demandez de nous investir en tant que parent, vous publicisez l'importance de contrer le décrochage scolaire chez nos enfants, vous nous demandez d'aider nos jeunes à en faire des adultes responsables de demain. Mais vous, Madame la ministre, et vous, Monsieur le premier ministre, vous ne prenez même pas le temps de discuter avec eux, vous ne prenez même pas le temps de faire ce qu'un bon père de famille doit faire, soit discuter, jaser, expliquer, convaincre et négocier.

Mon fils, futur avocat, et ma belle-fille, future médecin, vous remercient.

Élaine Lacasse
Sherbrooke

L'IRECUS : école d'humanisme, de citoyenneté et de coopération

NDLR — Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives et d'un forum régional de réflexion qui se tiendra le 19 avril, nous publions une série de textes produits par des acteurs du milieu coopératif, avec la collaboration de la Coopérative de développement régional de l'Estrie.

Pour les étudiants de l'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et mutuelles de l'Université de Sherbrooke (IRECUS), l'Année internationale des coopératives est l'occasion de réfléchir au choix qu'ils ont fait de consacrer près de deux ans d'études de second cycle au modèle coopératif. Pour la majorité d'entre nous, c'est plus qu'un simple choix de cheminement professionnel : c'est avant tout un engagement citoyen.

Choisir d'étudier la coopération

Gabriela est originaire du Mexique. Elle y a étudié la sociologie rurale. Après quelques visites en sol québécois, elle a pris la décision de s'expatrier afin d'étudier le coopératisme à l'IRECUS. Myriam, quant à elle, a connu le milieu coopératif québécois dès l'école secondaire en s'impliquant dans sa coopérative scolaire. C'est en recherchant une formation spécifique à la coopération qu'elle a découvert le programme de maîtrise de l'IRECUS. Bien que les parcours de chaque étudiant soient différents, chacun n'en est pas moins guidé par une soif de changement, un désir de faire les choses autrement. Être à contre-courant n'est pas de tout repos, il faut structurer sa pensée et systématiser les pratiques vécues. C'est dans cette perspective que Gabriela et Myriam ont choisi l'IRECUS afin de voir, penser et vivre la

gestion d'une manière véritablement coopérative. En septembre 2011, il y avait 16 histoires comme celles-ci qui débutaient sur les bancs de l'Université de Sherbrooke.

Pour la majorité d'entre nous, c'est plus qu'un simple choix de cheminement professionnel.

En plus de se familiariser avec la gestion des entreprises collectives, les étudiants s'initient aux fondements philosophiques de la coopération. Ils apprennent l'importance de l'éducation pour propager l'idéal coopératif. « Car l'IRECUS, c'est le gardien des valeurs coopératives », soutient Claude-André Guillolette, docteur et chargé de cours à l'IRECUS.

Un engagement citoyen

Aux yeux des étudiants de l'IRECUS, le projet coopératif diffère grandement du modèle actuel de développement. Dans l'un, la maximisation du profit prédomine et les considérations humaines sont reléguées au second plan. Dans l'autre, parce que les gens prennent en charge leurs propres besoins, l'on crée des entreprises où les besoins des humains sont priorités, des entreprises durables qui agissent comme moteur de développement pour leur communauté. « La façon coopérative de répondre à ses besoins, en tissant des liens avec les autres pour créer des solutions novatrices à de nombreux défis, a démontré sans l'ombre d'un doute sa pertinence », soutient Michel Lafleur, directeur de l'IRECUS.

En choisissant d'étudier à l'IRECUS, chaque étudiant arrive avec ses motivations propres. L'institut lui-même, au fil de son histoire, s'est façonné une identité qui en fait un lieu de connaissances et de leadership intellectuel quasi unique en son genre en Amérique du Nord. Mais fondamentalement, chacun de nous partage l'idée que l'humain peut, au moyen de la démocratie, augmenter son emprise sur le monde qu'il habite. Tout être humain devrait avoir droit de parole sur la manière dont se développe son monde. Les organisations démocratiques comme les coopératives et les mutuelles permettent l'exercice de ce droit fondamental ainsi que le respect de la dignité humaine. C'est avec enthousiasme que nous espérons que l'Année internationale des coopératives sera l'occasion de porter cette conception des relations entre humains aux dirigeants et gouvernements de notre monde.

Pour illustrer que la coopération peut se vivre à chaque jour, cet article a été rédigé de manière coopérative. Il est alors cosigné des 16 étudiants du programme de maîtrise en gestion et gouvernance des coopératives et mutuelles de l'Université de Sherbrooke.

Alain Mpunga
Benoit Le Pape
Evan Murray
Gabriela Hernandez
Grégory Brasseur
Ismaila Sylla
Joëlle Bernard
Joseph Aboubacar Kone
Mathieu Rheault
Myriam Arseneault
Nancy Malenfant
Pierre-Olivier Latré-Mouille
Ramiro Martinez
Sylviane Kpièlé Somda
Thierno Sadou Barry
Trésor Muamba Mbuyamba

4141, rue King Ouest, Sherbrooke
819 563-4466

Charles Davignon Marc-André Séguin

Jocelyn Dupont, directeur des ventes

Sébastien Lachance Julien Dionne

Toute l'équipe des ventes de Val-Estrie Ford est heureuse de vous présenter ses « p'tits nouveaux »!

De gauche à droite : Michael Page, René Janelle, Yves Gauthier, André Couture et Chantal Cloutier

Venez les rencontrer et profitez des judicieux conseils et de l'expérience de cette dynamique équipe.

Sherbrooke mercredi 4 avril 2012 - La Tribune 15